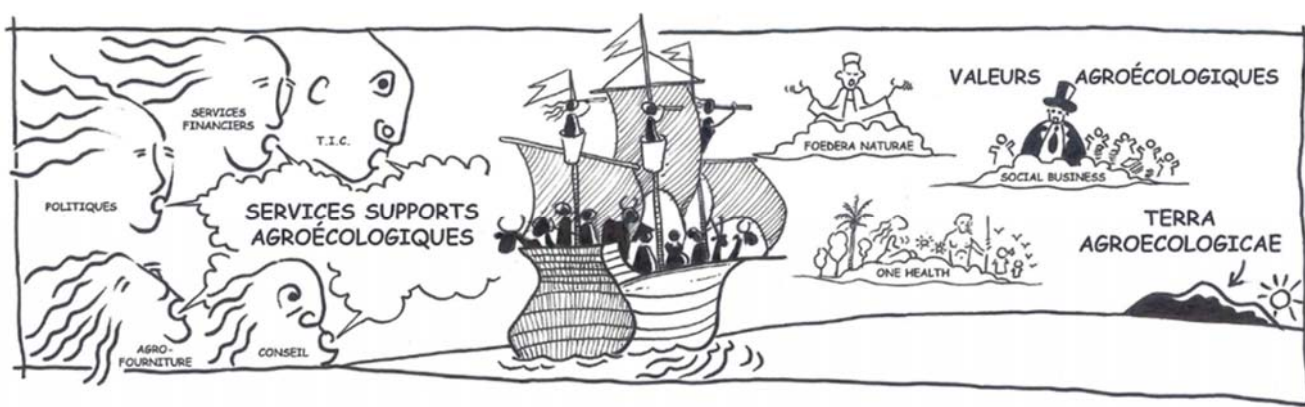


Working Document

WP 4

Inventaire des initiatives institutionnelles d'appui à la transition agroécologique dans la chaîne de valeur lait de Bobo-Dioulasso



Ollo SIB (1), Issouf TRAORE (2), et Der DABIRE (3)

(1) CIRAD, (2) INERA, (3) CIRDES

Avril 2024



The CGIAR Initiative Transformational Agroecology across Food, Land, and Water Systems develops and scales agroecological innovations with small-scale farmers and other food system actors in seven low- and middle-income countries. It is one of 32 initiatives of CGIAR, a global research partnership for a food-secure future, dedicated to transforming food, land, and water systems in a climate crisis.

www.cgiar.org/initiative/31-transformational-agroecology-across-food-land-and-water-systems/

IMPLEMENTED BY



Working Document

Contents

1	Introduction	4
2	Méthodologie.....	4
3	Résultats.....	6
3.1	Mairie de Bobo-Dioulasso (direction technique de l'environnement, de l'eau et de l'énergie) ..	6
3.2	Direction régionale de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques (DRARAH).....	6
3.3	Organisations professionnelles.....	8
3.3.1	Chambre régionale de l'agriculture (CRA)	8
3.3.2	Interprofession Lait (IPROLAIT).....	10
3.3.3	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) ..	11
3.3.4	Plate-Forme d'Actions à la Sécurisation des Ménages Pastoraux (PASMEP)	12
3.3.5	Confédération Paysanne du Faso (CPF)	12
3.3.6	Association des vendeurs d'herbes fraîches (AVHFB).....	13
3.4	Recherche et enseignement	14
3.4.1	Recherche	14
3.4.2	Enseignement Supérieur et Technique.....	19
3.4.3	Formation des professionnels : INADES-Formation Burkina Faso	21
3.5	Initiatives en agroécologie : Conseil National de l'Agriculture Biologique au Burkina Faso (CNABio).....	22
3.6	ONGs	23
3.6.1	GIZ et le projet Prosol	23
3.6.2	Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques (GRET).....	24
3.6.3	SNV.....	25
3.6.4	DIOBASS-Ecologie et société.....	25
3.6.5	OXFAM-Belgique au Burkina Faso.....	26
3.6.6	CAES	28
3.6.7	Secrétariat Permanent des ONG (SPONG).....	28
3.6.8	ONG ARFA	29
3.6.9	SOLIDAGRO	31
3.6.10	AUTRE TERRE.....	31
3.7	Bureaux d'étude.....	31
3.7.1	AgroDev Consulting et AgroDev Services.....	31
3.7.2	AGM consulting.....	32
3.7.3	Bureau d'Etude et d'Appui Conseil en Agroécologie (BEACA).....	33
3.8	Entreprises d'agrofouritures.....	34
3.8.1	NAFASO	34
3.8.2	SOGEA Faso	35
3.8.3	SN-Citec.....	35
3.8.4	BIOPROTECT	36
3.9	Services financiers.....	37
3.9.1	Caisse Populaire de Bobo-Dioulasso.....	37
3.9.2	Microfinance Plus.....	37
3.10	Services commercialisation.....	38
3.10.1	Plateforme Nationale du Commerce Equitable du Burkina (PNCEB)	38

Working Document

3.10.2	Société Toussiana Karité Cosmétiques et Comestibles (SOTOKACC)	38
4	Discussion.....	39
4.1	Quels sont les besoins des acteurs de la filière lait bien couverts par les initiatives locales pour la transition agroécologiques ?	39
4.2	Quels sont les besoins des acteurs de la filière lait qui ne sont pas couverts par les initiatives locales pour la transition agroécologiques ?	40
5	Conclusion.....	41
6	Références bibliographiques	42
7	Annexes.....	43

1 Introduction

Au Burkina Faso, le ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (MARA) s'emploie à promouvoir l'agroécologie au sein de la chaîne de valeur lait, visant ainsi à obtenir des produits laitiers de qualité en quantité suffisante et à un prix abordable pour les consommateurs. La transition vers l'agroécologie dans la chaîne de valeur lait requiert l'engagement de divers acteurs tels que les agropasteurs, les collecteurs, les transformateurs, les distributeurs et les consommateurs. Des initiatives en faveur de cette transition ont été développées tant par les institutions étatiques que par le secteur privé, incluant les ONGs et les associations pour accompagner les acteurs de la filière lait dans la transition agroécologique.

Dans ce contexte, l'objectif de la présente étude est de dresser un état des lieux des initiatives institutionnelles, tant locales que nationales, en matière d'agroécologie et d'évaluer leur applicabilité à la chaîne de valeur lait de Bobo-Dioulasso.

2 Méthodologie

Sib et al. (2023) ont cartographié les acteurs impliqués dans la filière lait locale de Bobo-Dioulasso (Figure 1) et ont commencé à constituer un annuaire des institutions et organismes impliqués dans l'accompagnement de l'agroécologie et/ou de la filière laitière à Bobo-Dioulasso. Ces acteurs situés dans la partie inférieure de la Figure 1 regroupe les acteurs de l'accompagnement, les organisations professionnelles (OPs) et les fournisseurs d'intrants et d'équipements. Ils sont listés dans l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** (à ce jour, il s'agit d'un pré-inventaire qui pourra le cas échéant et si nécessaire être complété ou réajusté).

Working Document

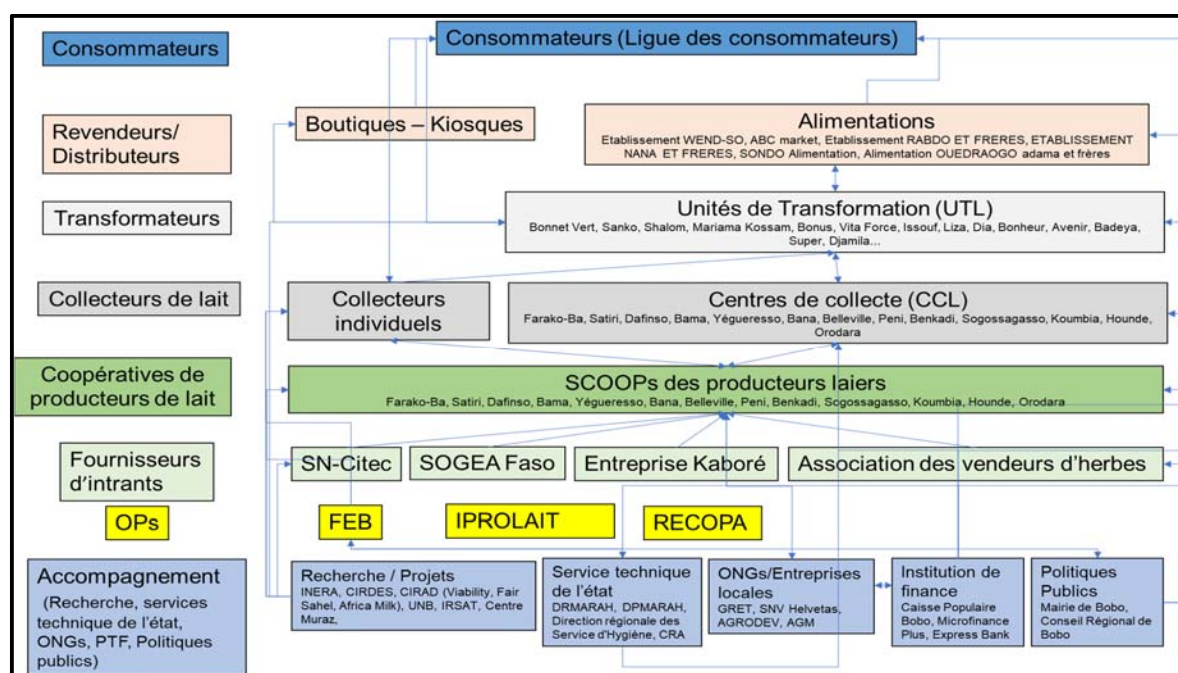


Figure 1 : Cartographie des acteurs de la chaîne de valeur lait de Bobo-Dioulasso (Source : Sib et al.(2023))

L'inventaire des institutions et organismes impliqués dans les domaines de l'agroécologie et de la chaîne de valeur lait s'appuie sur ce pré-inventaire. Pour ce faire, nous avons réalisé avec des agents de ces institutions et organismes à l'aide d'un guide d'entretien, qui comportait les quatre questions suivantes :

- Qui êtes-vous et que faites-vous ?
- Que faites-vous sur l'agroécologie
- Que faites-vous sur la filière lait ? (Si pertinent)
- Vos actions en rapport avec l'agroécologie vous semble-t-elle applicable à la filière lait ?

Ces entretiens se sont déroulés dans les villes de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou en 2 phases.

Une première phase d'entretien qui s'est déroulée en Novembre 2023 a permis d'interroger 18 agents appartenant à l'ensemble des institutions et organismes localisés dans la ville de Bobo-Dioulasso. Cette première phase d'entretien a été complétée par une deuxième phase d'entretien en janvier 2024 auprès de 16 agents des institutions et organismes d'envergure nationale et localisés à Ouagadougou. Tous les entretiens ont été enregistrés et intégralement retranscrits pour un traitement manuel des données.

3 Résultats

3.1 Mairie de Bobo-Dioulasso (direction technique de l'environnement, de l'eau et de l'énergie)

Aux termes de l'article 7 de la loi n 004/93/ADP du 12 mai 1993 portant organisation municipale, Bobo-Dioulasso a été érigée en commune de plein exercice, statut dont elle bénéficiait d'ailleurs compte tenu de son importance. La loi numéro 006/93/ADP du 12 mai 1993 consacre à la commune de Bobo-Dioulasso un statut particulier. Aux termes de l'article 2 de cette loi, la commune de Bobo-Dioulasso a été organisée en trois arrondissements regroupant vingt-cinq secteurs. Lors de sa séance du 7 novembre 2009, le conseil des ministres a adopté un projet de loi portant découpage des communes urbaines à statut particulier. La commune et le département de Bobo-Dioulasso a vu ainsi son périmètre élargi (au détriment de départements et communes limitrophes qui s'étaient déjà fortement urbanisés, notamment sur la commune de Bama) : le nombre de ses arrondissements est ainsi passé de trois à sept regroupant 33 secteurs. La Mairie de Bobo-Dioulasso est aujourd'hui administrée par une délégation spéciale. La Direction technique de l'environnement, de l'eau et de l'énergie s'occupe également de la promotion et l'encadrement des activités agrosylvopastorales en zone urbaine. Dans cette Direction, le service de l'embellissement s'occupe de la plantations d'arbres. Le service de collecte et de gestion des déchets s'occupe à rendre propre le cadre de vie des populations. De même, le service de l'eau et de l'assainissement assure l'approvisionnement de l'eau potable et l'aménagement des plans d'eau de la commune. Plusieurs partenaires financiers et techniques accompagnent la Mairie dans la mise en place des équipements agroécologiques (Forages...) mais également dans des actions sociales et de renforcement de capacités au bénéfice des acteurs du monde rural. Avec RICOLTO, un partenaire, la Mairie a mis en place des actions pour la promotion de l'agriculture urbaine avec moins d'intrants de synthèses. La mairie a eu à mettre en place une initiative pour la promotion des latrines éco-sains autour des zones de productions maraichères afin de produire des biofertilisants à partir des déjections et urines humaines.

La commune accompagne des initiatives portées par des organisations professionnelles. Dans le cadre du soutien financier de la Fondation Bel, la mairie a eu à accompagner La coopérative NEEMA (coopérative des transformateurs de lait de Bobo-Dioulasso) dans la création d'un circuit de collecte et de distribution du lait afin de proposer des produits laitiers locaux de qualité dans les cantines scolaires de Bobo-Dioulasso. Cette initiative pilote à l'échelle de sept cantines scolaires a été menée en collaboration avec le Groupe de Recherches et d'Echanges Technologiques (GRET).

3.2 Direction régionale de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques (DRARAH)

La DRARAH est une structure déconcentrée du ministère l'agriculture, des ressources animales et halieutiques. Elle a pour mission d'accompagner les acteurs de l'agriculture et de l'élevage afin d'accroître significativement les productions agricoles. Elle intervient comme bras technique dans le cadre de tous

Working Document

les projets et programmes de l'Etat orientés vers le monde agricole. A ce titre elle coordonne ou appui la mise en œuvre des projets comme le PDPS, le FODEL, le PADELB, le PRAPS, etc., dans la région des Hauts-Bassins. Elle a à sa tête un Directeur régional (DR) en charge des Hauts-Bassins et des Directeurs provinciaux (DP) en charge de l'agriculture et de l'élevage dans les trois provinces de la région (Houet, Tuy et Kéné Dougou). La DR se compose de plusieurs services à savoir le service de l'agriculture, de l'élevage (service des productions animales, de la pêche et aquaculture, de la santé animale, du pastoralisme), le service des ressources humaines et le secrétariat.

Au niveau de l'agroécologie, l'Etat du Burkina Faso à travers le ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques à mis en place un plan stratégique national de développement de l'agroécologie (SND-AE). Ce plan stratégique se fixe comme objectif global durant la période 2023-2027 d'« Accroître durablement la productivité et la production agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique par l'intensification agroécologique ».

Il est bâti autour de trois axes stratégiques : (i) l'amélioration de la gouvernance de l'agroécologie, (ii) la mise à l'échelle de l'agroécologie dans toutes les régions du Burkina Faso et (iii) le renforcement des capacités des acteurs de l'agroécologie et des agents d'appui-conseil. Pour accompagner cette dynamique, la DRARAH fournit des intrants et des équipements agricoles subventionnés par l'Etat. En termes d'intrants, elle fournit des semences fourragères et à double usage (le maïs fourrager, le sorgho fourrager, le niébé, le mucuna, etc.), des engrais (NPK, Urée). Les équipements concernent les outils de mécanisation agricole (essentiellement de broyeurs, des faucheuses, etc.). La DRARAH distribue aussi des kits fourragers composés essentiellement de brouettes, de gants, de râpeaux et de moules à bottes de fourrages. Elle accompagne les agriculteurs dans la construction de parc de vaccination et la fourniture en alimentation de bétail (tourteaux et autres aliments bétail). La DRARAH organise des formations, fournit aussi l'appui-conseil pour accompagner les éleveurs dans la mise en place des cultures fourragères, sur la formulation des rations alimentaires, sur l'utilisation adéquate des engrais de synthèse.

Au niveau de la filière lait spécifiquement, la DRARAH accompagne l'organisation des acteurs de la chaîne de valeur lait local. Elle a joué un rôle actif dans la mise en place de la Plateforme multi acteurs d'innovation lait de Bobo-Dioulasso (PIL Bobo) en 2020 et elle est membre de l'équipe de support à l'innovation de la PIL. Elle a aussi participé à la mise en place du ALL (Agroecological Living Landscape) autour de la PIL Bobo en 2023 et s'est engagée dans l'accompagnement des acteurs de la chaîne de valeur lait dans le cadre de l'Initiative Agroécologie.

Grâce au Programme de Développement durable des Exploitations Pastorales au Sahel (PDPS), les transformateurs de lait de la coopérative NEEMA ont bénéficié des équipements de transformation (Pasteuriseurs, glacières, et autres petits matériels), des kiosques pour la vente des produits laitiers à travers la ville de Bobo-Dioulasso. Le PDPS a également entrepris la rénovation des Centres de collectes de lait (CCL) qu'ils ont dotés de plaques solaires. La PIL Bobo a également bénéficié du Projet d'appui au développement du secteur de l'élevage au Burkina Faso (PADEL-B) de véhicules (2), des tricycles (25) pour la livraison des produits laitiers, d'un appui à la construction du siège de la PIL Bobo. Au niveau des producteurs, ce sont trois forages qui ont été installés et équipés, 30 étables construites, des motos et des bidons de collectes pour des producteurs et collecteurs de lait. Le PDPS vient d'initier en ce début 2024 à travers la FNEC BURKINA SA, une institution de microfinance, un accord de prêts pour financer des projets de développement de la filière lait. L'objectif de ces fonds est de financer une cinquantaine de projets viables pour accroître la part du lait local dans la filière lait. Les bénéficiaires de ce programme de

Working Document

prêts sont les producteurs ou organisations de producteurs de lait (achat des vaches et ou de petits ruminants, construction des étables, etc.), les transformateurs ou coopératives de transformateurs de lait (achat d'équipements, construction de laiteries).

La mise à disposition des semences fourragères et des équipements agricoles aux acteurs de la chaîne de valeurs lait, associée à la distribution des aliments bétail, constituent des actions qui militent en faveur de la durabilité de la production laitière. De plus, l'accompagnement technique de la DRARAH prend en compte l'appui conseil au niveau de l'exploitation. Par exemple l'utilisation adéquate des engrais minéraux, la production et l'utilisation de la fumure organique, le rationnement des animaux, la réglementation de la mobilité des animaux, la gestion de la reproduction des vaches (insémination artificielle), de la santé et le bien-être des animaux. L'appui-conseil prend également en compte l'organisation générale de la chaîne de valeur lait depuis la production jusqu'à la transformation du lait.

3.3 Organisations professionnelles

3.3.1 Chambre régionale de l'agriculture (CRA)

La définition de Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) est consacrée dans l'Article 1 du décret n°2018-0347/PRES/PM/MAAH/MRAH/MEEVCC/MEA/MATD/MESRSI/ MINEFID portant création, attribution, organisation et fonctionnement des Chambres d'agriculture du Burkina Faso du 26 avril 2018. La CRA est une institution consulaire d'agriculture investie d'une mission de service public d'intérêt général dans les domaines agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique à l'échelle régionale. La CRA regroupe au niveau régional, l'ensemble des producteurs œuvrant dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de l'environnement, qu'ils soient affiliés ou non à une organisation professionnelle ou interprofessionnelle agricole.

La légitimité de la CRA est issue d'élections libres et transparentes car les membres sont élus au suffrage universel par les producteurs uniquement, pour un mandat de 5 ans renouvelable une fois, consécutivement. Sur le plan organisationnel, la CRA des Hauts Bassins est dotée des organes ci-après :

- Une assemblée consulaire qui est l'organe suprême d'orientation et de décision ;
- Un bureau exécutif, qui est l'organe chargé de l'administration générale de la structure et est composé de 5 élus ;
- Un secrétariat général qui est l'organe technique de soutien au bureau exécutif ;
- Des commissions permanentes, constituées à travers 4 thèmes principaux du domaine agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique (questions foncières et de la décentralisation, de la promotion et la modernisation de l'agriculture, de la structuration et de la formation du monde rural, de l'identification et de la formulation des projets et programmes) ;

Working Document

- Des représentations provinciales, communales et villageoises, qui sont des instances de concertation, de consultation, d'information et non de décision. Elles comportent chacune, deux organes, une assemblée et un bureau de coordination.

La CRA a pour missions de :

- Représenter la profession agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique à tous les niveaux ;
- Contribuer à la définition et à la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion et de développement dans les domaines agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique ;
- Promouvoir et accompagner l'organisation des producteurs des domaines agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique ;
- Contribuer à l'information et à la formation des producteurs des domaines agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique ;
- Initier et/ou contribuer à la formulation, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des projets et programmes de développement des producteurs et de leurs organisations professionnelles dans les domaines agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique ;
- Créer et gérer un registre des exploitations agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique.

La CRA, dans le cadre de sa collaboration avec les services étatiques en charge du développement rural (agriculture, élevage, environnement et eau), les projets et programmes (tels que le Projet d'Appui aux Filières Agricoles, le Projet de Développement Intégré de Samandéni), des ONGs (tels que l'Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité, Action Contre la Faim) et les organisations de producteurs (telles que l'Union Nationale des Producteurs du Coton, l'Union Nationale des Etuveuses du Riz et le Comité Interprofessionnel des Céréales du Burkina Faso), contribue à la transition agroécologique dans les systèmes agro-sylvo-pastoraux, halieutique et faunique de la région des Hauts-Bassins. Dans le cadre d'une convention de partenariat avec le Conseil Général, elle a réalisé l'aménagement des bas-fonds, périmètres maraîchers à Samandéni au profit des maraîchers et particulièrement des groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes dans le cadre du programme national du secteur rural (2011-2015). Elle a initié des formations au bénéfice des producteurs et organisé des voyages d'étude pour le partage d'expériences sur les bonnes pratiques de gestion des exploitations agro-sylvo-pastorales, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Elle appuie également la mise en place et le fonctionnement des coopératives agricoles.

La CRA des Hauts-Bassins a collaboré avec le conseil municipal au cours de la campagne agricole 2018-2019 afin fournir des intrants et équipements agricoles dans le cadre du mécanisme national de mise à disposition aux producteurs des appuis subventionnés par l'Etat. Elle a travaillé à la mise à disposition de l'information, la sensibilisation et la formation des producteurs et des membres des organisations paysannes agricoles sur les activités agro-sylvo-pastorales halieutiques et fauniques durables. Elle a

Working Document

permis à plusieurs jeunes agriculteurs de participer à des travaux d'aménagement dans le cadre des projets ProSol et du PACOF dans les communes de Béréba, Koumbia et Satiri.

Sur la filière lait la CRA n'a pas d'initiative spécifique, en revanche, elle travaille à l'organisation des acteurs des systèmes agro-sylvo-pastoraux parmi lesquels nous avons des agropasteurs, des producteurs de lait et les transformateurs de lait.

3.3.2 Interprofession Lait (IPROLAIT)

L'IPROLAIT/ BF est l'interprofession des acteurs intervenant dans la filière lait du Burkina Faso. Elle est le cadre privilégié, crée et voulu par ses membres, au sein duquel tous les partenaires d'un secteur s'y retrouvent et établissent des liens plus formels d'affaires, d'organisations et d'actions dans le but de raffermir leurs positions sur le marché local et hors des frontières. L'interprofession représente l'ensemble des organisations professionnelles à travers les maillons : production, transformation (petites et moyennes entreprises), distribution (Réseau National de distribution physique des produits laitiers). A titre d'exemple l'Union nationale des mini-laiteries et producteurs de lait local du Burkina (UMPLB) a collecté en 2020, près de 1,3 millions de litres de lait pour un chiffre d'affaires de 927 millions de FCFA. L'UMPLB compte 80 membres, a contribué à créer 490 emplois permanents et a créé 1470 emplois indirects. L'interprofession lait a pour objectif de représenter et défendre les intérêts de la filière lait par une concertation entre les faitières nationales des différents maillons qui la composent. Ses champs d'application sont : i) l'amélioration de la structuration de l'aval à l'amont de la filière ; ii) la promotion des bonnes pratiques et l'amélioration des conditions de production, de transformation et de valorisation afin de valoriser la modernisation de la filière ; iii) l'amélioration des conditions cadres de filière ; iv) les négociations de subventions et prélèvements sur les intrants et les produits laitiers, v) L'augmentation de la productivité dans de nombreuses fermes laitières du Burkina Faso.

Les activités de l'IPROLAIT ont permis l'émergence d'opérateurs aguerris, mettant sur le marché une gamme variée de produits se positionnant à égalité de rapport qualité/prix avec des produits d'importation (diversification économique). Elle favorise la promotion de la concertation entre les acteurs de la filière et la mise à disposition d'informations techniques et commerciales facilitant le travail des opérateurs. L'interprofession dispose d'un réseau de formateurs sur des thèmes d'importance relatifs à la régie du troupeau, la maîtrise de l'alimentation du bétail (cultures fourragères), l'amélioration génétique (insémination artificielle, etc.), les bonnes pratiques d'hygiène du lait. L'interprofession lait promeut la préservation de l'environnement à travers un pastoralisme durable. Elle œuvre à l'employabilité des jeunes et des femmes. L'IPROLAIT initie chaque année les « 72 heures du lait local » qui est une occasion de faire la promotion du lait local et de faire des plaidoyers auprès des autorités politiques. En témoigne le thème de la 7^{ème} édition des 72 heures du lait local tenu en 2021 sous le thème de : « Quelles stratégies pour une bonne prise en compte de la filière lait local dans l'Initiative présidentielle : Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour ». Cette initiative est une réponse concrète à la concurrence déloyale du lait en poudre importée mais également, une source de débouché commercial pour les mini-laiteries et les producteurs de lait local.

Working Document

3.3.3 Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

Le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) est une organisation régionale qui représente et défend les intérêts des agriculteurs et des producteurs agricoles dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Le ROPPA est représenté dans 13 pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Guinée, Liberia, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Togo sachant que sont membres associés des plates-formes du Nigeria et du Cap-Vert. Son secrétariat exécutif est basé au Burkina Faso avec un conseil d'administration dont la présidence est assurée actuellement par le Mali. Le ROPPA est représenté par les plateformes nationales d'organisations paysannes dans chaque pays membre.

L'organisation travaille à renforcer la capacité des agriculteurs et des producteurs agricoles, à défendre leurs droits et à promouvoir un développement agricole et rural inclusif et durable.

En ce qui concerne l'agroécologie, le ROPPA s'est engagé dans cette approche dès sa création, mettant l'accent sur les bonnes pratiques agricoles, notamment la préservation des semences paysannes. La structure mène des actions de plaidoyer visant à encourager les gouvernements des pays membres à intégrer l'agroécologie dans leurs politiques agricoles. Cette mission a conduit le ROPPA à assumer le secrétariat de 3AO, une alliance de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest, qui réunit plusieurs acteurs tels que la CEDEAO, le CRAD, IPES FOOD et le CNABIO. Dans le cadre de ses activités de plaidoyer, le ROPPA a participé à la déclaration faite en 2021 lors du sommet des Nations unies, mettant en avant les thématiques liées à l'agroécologie.

Il convient de souligner l'existence d'un pôle de réflexion thématique sur l'agroécologie au sein du ROPPA, dirigé par la coordination nationale des organisations paysannes du Mali. Par ailleurs, l'agroécologie est également un sujet d'intérêt majeur dans les feuilles de route nationales des membres.

Outre ses actions de plaidoyer et de politique, le ROPPA met en œuvre plusieurs projets de recherche-développement sur l'agroécologie au profit de ses organisations membres. Ces projets visent généralement à examiner comment les technologies approuvées peuvent être adoptées dans les pratiques agricoles, en favorisant les échanges entre les producteurs et la recherche. Des publications sur l'agroécologie et les thématiques connexes sont également produites pour nourrir les réflexions lors des universités paysannes du ROPPA.

En ce qui concerne la filière lait, les activités sont menées sous l'égide du cadre d'élevage du ROPPA, qui réunit les administrateurs de tous les pays membres. Ce cadre d'élevage mène des actions de plaidoyer et de production de connaissances sur le lait. Actuellement, le ROPPA met en œuvre le projet PROLAIT, financé par l'Agence Régionale de l'Agriculture et de l'Alimentation (ARAA) de la CEDEAO. Ce projet accompagne les unités de transformation endogènes dans l'adoption de bonnes pratiques de production et de collecte de lait. De plus, des formations sont dispensées aux jeunes sur la production fourragère afin d'assurer une alimentation de qualité des vaches pendant la saison sèche et maintenir le niveau de production laitière. Le ROPPA coordonne également une plateforme multi-acteurs sur le lait, en collaboration avec APESS et avec le soutien de la CEDEAO, où des actions de plaidoyer et de promotion sont menées pour encourager la consommation de lait local. Le ROPPA soutient également d'autres

Working Document

initiatives à travers ses membres, telles que la Confédération paysanne du Faso pour l'organisation de la journée mondiale du lait et l'Union Nationale des Producteurs de Lait du Burkina pour les 72 heures du lait local.

3.3.4 Plate-Forme d'Actions à la Sécurisation des Ménages Pastoraux (PASMEP)

PASMEP est une association qui collabore étroitement avec les communautés pastorales sur divers aspects. Outre l'organisation des filières, PASMEP intervient également dans le renforcement des capacités techniques et économiques, notamment dans le domaine des unités de transformation du lait. Ces activités s'inscrivent dans le cadre du développement, mais récemment, la structure se concentre également sur la cohésion sociale, le dialogue et la protection de l'enfance, en raison du contexte sécuritaire. L'organisation, composée principalement de membres individuels, encadre également de nombreux groupements, dont une cinquantaine de coopératives.

Au niveau de la filière lait, différents soutiens sont octroyés, de la production à la commercialisation. Ainsi, des sessions de formation aussi bien que des programmes de renforcement des compétences techniques sont mis en œuvre, particulièrement axés sur l'alimentation du bétail, la culture de fourrage, la gestion du personnel dans les laiteries, et la commercialisation des produits laitiers.

En outre, des actions de plaidoyer, tant au niveau national qu'international, sont menées pour promouvoir l'achat de produits laitiers locaux et limiter l'importation de lait en poudre. La structure est impliquée dans l'organisation de divers événements, tels que la Journée mondiale du lait et les 72 heures du lait, initiées par l'Union nationale des mini-laiteries et des producteurs de lait, une association étroitement liée à PASMEP.

3.3.5 Confédération Paysanne du Faso (CPF)

La Confédération Paysanne du Faso (CPF) est une organisation faîtière regroupant 16 membres, représentant pratiquement toutes les filières d'importance économique et stratégique. La CPF a été Fondée en 2002 à la suite de consultations prolongées entre les acteurs ruraux.

La structure agit en tant que plateforme de revendication et d'action paysanne, résultat d'un processus long et de concertation entre les acteurs ruraux. Son rôle est de représenter globalement les organisations paysannes et de traiter les questions transversales. Étant donné sa représentativité dans toutes les filières stratégiques du pays, la CPF s'occupe notamment de l'influence politique.

Reconnue par la recherche scientifique comme une organisation devant servir de cadre pour l'utilisation des technologies et des innovations issues de la recherche, l'agroécologie constitue l'un des piliers de son plan d'action stratégique.

La CPF est structurée autour de quatre piliers : le foncier, les services aux membres, l'observation des exploitations familiales et les systèmes orientés vers l'agroécologie. En partenariat avec diverses ONG, elle mène des actions agroécologiques sur le terrain, visant à diffuser des technologies éprouvées et testées par la recherche.

Working Document

Dans le cadre de ses actions agroécologiques, la CPF accompagne également des coopératives de la filière lait, l'Union des Mini-Laiteries du Burkina (UMPLB) et la Fédération des Éleveurs du Burkina (FEB) dans la production de fourrages agroécologiques. Dans son diagnostic de la situation de l'agriculture, la CPF mentionne de nombreuses contraintes persistantes comme le manque de disponibilité de biomasse pour la fumure organique, et le manque d'outils et d'équipements nécessaires pour déployer l'agroécologie. Les producteurs font face à des défis pour accéder à ces ressources et équipements indispensables à la mise en œuvre de pratiques agroécologiques.

3.3.6 Association des vendeurs d'herbes fraîches (AVHFB)

L'association des vendeurs d'herbes fraîches pour le bétail de Bobo-Dioulasso (AVHFB) a été créée en 2015 selon les dispositions de la Loi n°10/92/ADP du 15 décembre 1992 portant liberté d'association au Burkina Faso. Elle collecte et met à la disposition des éleveurs de la ville de Bobo-Dioulasso environ 287,5 tonnes de fourrages par an dont 187,5 tonnes en saison des pluies et 100 tonnes en saison sèche. Elle dispose d'une plateforme de diffusion d'information par SMS via les téléphones. L'AVHFB a pour objectif de : i) contribuer au développement durable de la région des Hauts-Bassins, ii) contribuer à la lutte contre la pauvreté à travers l'activité de vente d'herbe fraîche, iii) organiser le secteur de vente d'herbe fraîche pour l'amélioration des conditions de vie des acteurs du domaine, iv) promouvoir la protection de l'environnement dans la région des Hauts-Bassins et v) produire et fournir de l'herbe fraîche de qualité aux éleveurs de la région des Hauts-Bassins.

Selon les vendeurs de fourrages d'herbes fraîches, leur activité permet de pratiquer l'élevage de manière responsable en milieu urbain en évitant la divagation des animaux partout dans la ville. La vente d'herbes constitue une activité économique rentable pour les acteurs. Cette activité se présente comme une chaîne de valeur qui occupe un important nombre de personnes.

En effet, les vendeurs du fourrage se font livrer pour la plupart par des pré collecteurs qui vont chercher la ressource loin de la ville auprès propriétaires de champs moyennant de l'argent pour pouvoir faucher l'herbe ou pour avoir les résidus de leurs récoltes. A leur tour, ils revendent ce qu'ils fauchent ou collectent à ceux qui viennent de la ville pour se ravitailler et ainsi de suite jusqu'à l'acheteur final. Certains vendeurs couvrent eux-mêmes toute la chaîne pour espérer faire beaucoup plus de bénéfices. Le prix du tas d'herbe fraîche varie en fonction des saisons et de la nature du fourrage. En général, le fourrage des légumineuses est vendu plus chers (entre 200 et 400 FCFA en fonction du volume du tas). L'herbe fraîche et les pailles sont vendus entre 50 FCFA et 200 FCFA en fonction des saisons.

La commercialisation des fourrages à Bobo-Dioulasso est en pleine expansion et fait intervenir plusieurs acteurs, des propriétaires des champs où sont fauchées les herbes aux clients éleveurs en passant par les faucheurs, les transporteurs et les vendeurs. Elle vise à combler le déficit fourrager pour l'alimentation des animaux mais aussi de générer des revenus aux acteurs. La clientèle des vendeurs de fourrages est composée d'éleveurs bovins laitiers urbains et périurbains, d'emboucheurs (ovins, caprins bovins) et d'éleveurs de monogastriques (lapins, chevaux). Les vendeurs de fourrages proposent une gamme variée de fourrages notamment : le fourrage vert, le foin, la paille de céréale, les fanes de légumineuses et des fourrages ligneux, collectés dans les pâturages, les champs, les jachères et les bas-fonds. Avec des éleveurs laitiers installés dans la ville de Bobo-Dioulasso, nous avons des contrats informels de fidélité surtout en saison sèche pour fournir du fourrage de qualité pour l'alimentation de leurs vaches.

Working Document

3.4 Recherche et enseignement

3.4.1 Recherche

3.4.1.1 Institut de l'Environnement et de la Recherche Agricole (INERA)

L'INERA est un des quatre instituts de recherche du Centre National de la Recherche Scientifique et technologique (CNRST). C'est une structure publique spécialisée et officiellement mandatée pour assurer la formulation, l'exécution et la coordination des recherches environnementales et agricoles au Burkina Faso. Il a été créé en 1996 à partir de la fusion de l'Institut d'Etudes et de Recherches Agricole et de l'Institut de Recherche en Biologie et Ecologie Tropicale. Ses missions et attributions sont nombreuses. Il s'agit de servir de cadre de programmation et d'exécution des programmes de recherche dans les domaines agricole et environnemental ; de fournir aux chercheurs l'encadrement et l'appui nécessaires à leurs travaux ; fournir aux chercheurs les opportunités nécessaires à leur promotion ; contribuer à l'information et à la formation des chercheurs, du personnel d'appui et de soutien, des étudiants et des producteurs ; servir de cadre d'expertise ; valoriser les résultats de recherche ; créer des Unités de production ; produire et commercialiser les produits de la recherche ; promouvoir une recherche orientée vers une gestion durable des ressources naturelles ; assurer un appui technique au développement agricole, environnemental et forestier, y compris par des études et le suivi d'exécution de projets ; décentraliser et régionaliser la recherche agricole, environnementale et forestière dans le but de rapprocher les recherches de leurs utilisateurs et de promouvoir un développement optimal des potentialités agricoles, environnementales et forestières régionales ; assurer la liaison entre la recherche et le développement y compris le transfert des technologies et innovations aux utilisateurs.

Dans le domaine de l'agroécologie, l'INERA et ses partenaires conduisent plusieurs initiatives pour développer des systèmes de culture innovants et durables optimisant les interactions entre plantes cultivées et leur environnement. Par exemple, le projet ORACLE se focalise sur l'intégration de légumineuses au sein des systèmes de cultures, et plus particulièrement vise à évaluer leur effet sur la céréale dans le cas d'association ou de rotation céréales/légumineuses. Les associations ou rotations de cultures sont des stratégies qui s'inscrivent bien dans le cadre de l'intensification écologique puisqu'elles visent à améliorer la productivité par unité de surface cultivée sans recours à des intrants supplémentaires. Le projet ECO-FERT-CLIM co-construit avec les acteurs des systèmes de culture (variétés et itinéraires techniques) et des modes de gestion des biomasses et des nutriments aux échelles exploitations climato-intelligents en mobilisant des connaissances sur les systèmes de polyculture-élevage et des modèles, mais également renforce les capacités des acteurs sur l'intensification écologique. L'approche de co-conception de pratiques agroécologiques est également mise en œuvre dans le cadre du projet FAIR SAHEL avec des champs centraux mis en place pour expérimenter les pratiques agroécologiques au cours de la campagne agricole. Ces champs servent d'espace de démonstration et d'échange avec les producteurs pour illustrer les résultats de la mise en œuvre de diverses pratiques. En complément, les producteurs ont l'opportunité de les mettre en œuvre individuellement dans leurs propres champs, avec le soutien du projet. Chaque année, avant la récolte, le projet mène des activités de co-évaluation de ces dispositifs. Plusieurs autres projets mis en œuvre par l'INERA mettent en avant les principes agroécologiques pour favoriser la résilience des exploitations agricoles.

L'INERA met au point et actualise son catalogue de semences agricoles améliorées pour accroître la productivité agricole. Une diversité de variété de semence dont les semences fourragères et à double

Working Document

usage sont promues et expérimentées en milieu réel pour accompagner les éleveurs dans la production de lait.

L'INERA est fortement impliqué dans la structuration et l'accompagnement des producteurs laitiers. L'INERA travaille sur l'intensification durable de la production laitière, par le biais d'une approche intégrée incluant toutes les étapes et les parties prenantes de la chaîne de valeur laitière, des producteurs aux consommateurs. L'INERA dispose d'une solide expérience de la gestion technique des vaches laitières (génétique, nutrition, gestion de la santé), de l'élevage laitier local et des systèmes d'alimentation, ainsi que des chaînes de valeur du secteur laitier à travers deux programmes de recherche en production animale et sur la gestion des ressources naturelles et les systèmes d'élevage. Ces programmes ont développé une forte expertise dans la gestion de plateformes laitières innovantes grâce à leur partenariat avec la Plateforme lait de Banfora et ont contribué à la mise en place de la plateforme multi-acteur d'innovation lait de Bobo-Dioulasso dans le cadre du projet Africa-milk au Burkina Faso. Dans le cadre de ces programmes de recherche de l'INERA est engagé dans le développement de systèmes d'élevage laitiers durables. Il a été impliqué dans des initiatives d'envergure dans le domaine de la filière lait à savoir le Programme de recherche et développement sur l'élevage en Afrique de l'Ouest (PROCORDEL), le projet de coopération avec des universités suédoises (axé sur la formation et la recherche en matière d'alimentation pour la production laitière), le Réseau de recherches et d'échanges sur les politiques laitières (REPOL) dans la zone UEMOA.

3.4.1.2 Institut de Recherche des Sciences Appliquées et Technologies (IRSAT)

L'IRSAT est un institut spécialisé du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) du Burkina Faso. Il fut créé en 1997 suite à l'adoption en 1995 par le Gouvernement du Burkina Faso du Plan Stratégique National de la Recherche Scientifique et Technologique. Le principal objectif de ce plan est la programmation, la coordination et la mise en œuvre des programmes et activités de recherche conduites au Burkina Faso en tenant compte des besoins exprimés par les utilisateurs.

L'IRSAT a pour missions principales de mettre en œuvre la Politique Nationale de la Recherche Scientifique et Technologique (PNRST), adoptée par le Gouvernement en octobre 2012 dans le domaine des sciences appliquées et technologies. A ce titre, il effectue la Recherche-Développement dans les domaines de l'énergie, de la mécanisation, des substances naturelles et de la technologie alimentaire. Ces missions sont réalisées selon les axes suivants : 1) développement des études et des recherches en matière d'énergies renouvelables et conventionnelles ; 2) inventaire des substances naturelles d'origine végétale, animale et minérale, et l'étude de leur exploitation ; 3) conservation, transformation des produits agricoles, forestiers et halieutiques et leur adaptation aux demandes des consommateurs ; 4) biotechnologie en rapport avec tous les secteurs du développement.

L'IRSAT comporte quatre départements spécialisés qui sont : le Département Énergie, le Département Mécanisation, le Département Substances naturelles, le Département Technologie alimentaire. Pour atteindre ses objectifs, l'IRSAT a élaboré des plans stratégiques de recherches sectorielles qui servent de guide pour les actions de recherche-développement ; de diffusion des résultats techniques et scientifiques, et de formation.

Dans le domaine de l'agroécologie plusieurs innovations et technologies ont été réalisées par l'IRSAT au Burkina Faso. Dans le domaine de l'énergie solaire photovoltaïque, on distingue la centrale solaire

Working Document

photovoltaïque de 40 KWc connectée au réseau de l'IRSAT avec 75% d'économie d'énergie par mois sur le réseau de la SONABEL. On a aussi la chambre froide solaire expérimentale pour la conservation des fruits, légumes et semences qui permet de conserver les produits jusqu'à 8 mois, durée maximale.

L'IRSAT a également conçu des foyers améliorés (bois, charbon, gaz) qui permettent d'économiser 50% d'énergie. Il a également conçu des foyers à tourteau de beurre de karité pour la valorisation des co-produits agricoles et la réduction des coûts de facteurs de production. La valorisation des déchets ménagers en compost est une solution promue par l'IRSAT pour une agroécologie de masse.

Dans le domaine de la mécanisation, les différentes technologies mises en place sont entre autres le dégermeur de maïs, le crible rotatif mixte pour céréales, l'épierreur de céréales, le décortiqueur de graines de néré, la laveuse rotative de fonio, le séchoir solaire.

Pour les substances naturelles, l'IRSAT a mis au point et diffusé un procédé d'extraction des huiles essentielles de plantes aromatiques. Elle a aussi formulé des insecticides à base d'extraits de neem (bio insecticides), des technologies de fractionnement et de stabilisation du beurre de karité.

Au niveau des technologies alimentaires, c'est la technologie des biscuits et des gâteaux à base de céréales (sorgho, maïs, riz, fonio), la technologie des beignets de mangue, la technologie des épices (8 formulations d'épices à base de poudre d'oignon).

Sur la filière lait l'IRSAT intervient au niveau de la production en proposant des biofertilisants pour la production des ressources fourragères et également au niveau de la transformation en organisant des sessions de formation sur les techniques de transformation et de conservation du lait et des produits laitiers. Ces formations destinées aux petits transformateurs de lait visent à les outiller sur les bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication des produits laitiers, les normes de qualité, spécifications techniques des équipements de transformation du lait, le conditionnement et conservation des produits laitiers, les techniques de traitement du lait.

3.4.1.3 Centre International de Recherche et Développement de l'Elevage en zone Soudanienne (CIRDES)

Le CIRDES est une institution internationale de recherche à vocation régionale au service de développement de l'Elevage en Afrique de l'Ouest et du Centre et est doté de la personnalité juridique et de l'autonomie administrative et financière. Il est composé de huit (8) Etats membres, Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger et Togo.

L'une des missions du CIRDES est d'accompagner la construction des systèmes d'élevage pastoraux et agropastoraux adaptés aux changements globaux en cours (climatique, démographique, nutritionnel), plus productifs et créateurs de revenus afin d'assurer la sécurité alimentaire des ménages, en particulier des plus pauvres.

Depuis le début des années 2000, le CIRDES a lancé des actions en faveur de l'agroécologie et de la promotion des activités d'adaptations au changement climatique à travers les différents projets qu'il a conduits avec ses partenaires. Les activités menées dans le cadre de ces projets visent à accompagner les acteurs des chaînes de valeurs animales à travers :

Working Document

- L'amélioration de l'efficacité d'utilisation des ressources en agriculture urbaine et périurbaine et de la sécurité alimentaire. Toutes ces initiatives visent à contribuer à la durabilité des systèmes alimentaires des populations (Projet Urban Food^{Plus}) ;
- L'adaptation des principes de l'agriculture de conservation aux pratiques agropastorales pour l'amélioration de la fertilité des sols (Projets : FERTIPARTENAIRES, ABACO, ECO-FERT-CLIM, etc.) ;
- L'intensification de la production fourragère pour l'alimentation du bétail viande et lait (Projets : STRADIV, SFBs, FAPROVIAQ, CIMF, etc.) ;
- L'identification et la sensibilisation des acteurs des filières lait et viande dans le cadre du projet BenCout-Agrodur du Programme ASADAO : Le projet BenCout-Agrodur vise à faire une analyse de compromis autour des innovations ou technologies dans une perspective de rentabilité économique des filières "lait" et "viande" prenant en compte le contexte agroécologique ;
- La production des connaissances sur la viabilité socioéconomique et environnementale des pratiques agroécologiques (Projet VIABILITY), etc.

Au niveau de la filière lait spécifiquement, le CIRDES et ses partenaires ont accompagné les acteurs de la filière dans le développement des stratégies pour améliorer l'efficacité des chaînes d'approvisionnement laitières locales par la réduction des pertes et gaspillages de la production à la consommation (Projet REGAL). Dans le cadre de différents projets de recherche et développement conduits par le CIRDES et ses partenaires (STRADIV, SFB project, BenCout-Agrodur, Initiative Agroécologie One CGIAR, etc.), des packages agroécologiques ont été élaborés et mis en œuvre pour améliorer la production fourragère pour l'alimentation des vaches laitières, le recyclage des nutriments au niveau des exploitations laitières (fosses fumières), le rationnement. Dans le cadre de ses missions, le CIRDES travaille sur l'amélioration génétique des vaches et la santé animale. Outre les innovations techniques en appui à la filière lait, le CIRDES appuie également l'organisation de la chaîne de valeur lait à travers l'animation des plateformes d'innovation et les Livings Landscape agroécologiques autour de la filière lait. Le CIRDES a participé à la réalisation de plusieurs études et produits des rapports sur la filière lait dans le cadre de programme (PROCodel coordonné par le CIRDES) et projets (Projet Politiques Laitières...).

Les interventions du CIRDES dans la filière lait visent ainsi à coconstruire des innovations durables du point de vue économique, social et environnemental, dans tous les maillons de la chaîne des valeurs lait de la production à la consommation en passant par la collecte, transformation et la commercialisation.

Working Document

3.4.1.4 Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)

Le CIRAD l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes. Avec ses partenaires, le CIRAD coconstruit des connaissances et des solutions pour des agricultures résilientes dans un monde plus durable et solidaire. Il mobilise la science, l'innovation et la formation afin d'atteindre les objectifs de développement durable. Il met son expertise au service de tous, des producteurs aux politiques publiques, pour favoriser la protection de la biodiversité, les transitions agroécologiques, la durabilité des systèmes alimentaires durables, la santé (des plantes, des animaux et des écosystèmes), le développement durable des territoires ruraux et leur résilience face au changement climatique.

Créé en 1984 sous le statut d'Établissement public à caractère industriel et commercial (Épic), issu de la fusion d'instituts techniques et de recherche agronomique tropicale, le CIRAD est placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il apporte son soutien à la diplomatie scientifique de la France.

En réponse aux défis posés par l'adaptation des systèmes de production des Suds aux changements qu'ils subissent, le CIRAD et ses partenaires mobilisent les régulations et processus naturels sur lesquels se sont construits les principes de l'agroécologie pour tester et implémenter de nouvelles façons de produire. Ils accompagnent les acteurs locaux et les mouvements sociaux qui portent ces transitions agroécologiques afin d'agir sur les conditions socio-économico-institutionnelles et favoriser le passage à l'échelle de ces pratiques pour une majorité des populations rurales. Le CIRAD et ses partenaires mènent depuis de nombreuses années un ensemble de recherches et d'essais en grandeur réelle pour documenter et objectiver la capacité de l'agroécologie à représenter une alternative techniquement, économiquement et socialement viable par rapport aux modèles conventionnels d'intensification.

Plusieurs projets de recherche et développement sont mis en œuvre par le CIRAD et ses partenaires en Afrique de l'Ouest et au Burkina Faso en particulier. Ces projets abordent une diversité de principes de l'agroécologie en promouvant une intensification agroécologique de l'agriculture pour favoriser la résilience des exploitations (projets : INITIATIVE AGROECOLOGIE, FAIR Sahel, Projet LegAE, ProPulses, 3F2 ; Africa-Milk ; STRADIV, SFB, Fertipartenaires, ABACO, ECO-FERT-CLIM, APEUFO etc.) ; en renforçant le conseil agricole pour accompagner les transitions agroécologiques de l'agriculture familiale en Afrique subsaharienne (projet ACOTAF) ; en documentant et en évaluant la viabilité socioéconomique et environnementale des pratiques agroécologiques (Projet VIABILITY). Les savoir-faire du CIRAD recouvrent la production et la productivité dans un contexte de transition agroécologique, la défense des cultures, l'amélioration génétique, la transformation des produits alimentaires et non alimentaires, l'approvisionnement durable, l'adaptation des filières au changement climatique, évaluation multicritère des performances (ACV - analyse du cycle de vie), développement des marchés et des normes valorisant les productions durables et la responsabilité sociale dans les filières, et la formation académique et technique des acteurs des filières.

Le CIRAD dispose d'une délégation aux filières tropicales avec un ensemble de 15 filières prioritaires à savoir : la banane plantain, le cacao, le café, la canne à sucre, le cocotier, le coton, les fruits et légumes, l'hévéa, le lait, le palmier à huile, les productions animales, les racines et tubercules, les ressources forestières, le riz, et le sorgho.

Working Document

A niveau de la filière lait, en lien avec les acteurs des territoires (pasteurs, agropasteurs, paysans, fermes commerciales, collecteurs, industries), le CIRAD évalue la durabilité des transformations en cours. Avec ses partenaires, dans le cadre de programmes de recherche (projet Africa-Milk, INITIATIVE AGROECOLOGIE (en lien avec la plateforme d'innovation lait de Bobo-Dioulasso), REGAL, AGRIPSAU, etc.), de développement et de dispositifs de recherche et d'enseignement (PPZS, ASAP), il propose des innovations en vue de valoriser les interactions entre l'élevage et son environnement afin de :

- Promouvoir l'intensification agroécologique des systèmes de production laitiers pour fournir plus de lait aux laiteries tout en gérant les ressources de manière efficiente ;
- Promouvoir des chaînes de valeur durables et inclusives donnant plus de place à la production laitière locale au sein de bassins de collecte ;
- Renforcer la contribution des filières laitières locales à des systèmes alimentaires durables basés sur les identités et cultures locales ;
- Accompagner les responsables politiques et les acteurs des territoires vers une nouvelle génération de politiques commerciales et de gestion de l'offre.

3.4.2 Enseignement Supérieur et Technique

3.4.2.1 Institut de Développement Rural (IDR)

L'Institut de Développement Rural (IDR) est un institut d'enseignement et de recherche de l'Université Nazi Boni, créé en 1973. L'IDR forme donc des ingénieurs du développement rural avec cinq options à savoir : agronomie, élevage, environnement, eau et forêts, vulgarisation et communication agricole et sociologie et économie rurale. Il y'a aussi des parcours de masters avec plusieurs spécialités, mais qui s'inscrivent dans le domaine de la gestion intégrée des ressources naturelles. La mission de l'IDR c'est effectivement de former des étudiants dans ces différentes options. Les enseignants de l'IDR sont beaucoup impliqués dans les activités de recherche en agroécologie en lien avec des laboratoires (SyNAIE), LERF, etc.) qui relèvent de l'école doctorale de l'Université Nazi Boni, mais également d'autres instituts de recherche nationaux et sous-régionaux. Le projet CALAO : évaluer les performances de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest est un exemple de projet sur l'agroécologie qui permet de capitaliser les expériences d'acteurs pour le développement de techniques agroécologiques résilientes en Afrique de l'Ouest afin de mettre à disposition des praticiens, décideurs politiques et institutions de coopération, des données et références. Le projet CALAO consiste en un travail d'évaluation et de capitalisation des effets et impacts agro-environnementaux et socio-économiques de pratiques et systèmes agroécologiques sur la base d'études réalisées au Sénégal, au Togo et au Burkina Faso. Il consigne également des éléments d'analyse des freins et leviers pour le développement de ces pratiques. Récemment, l'IDR a introduit dans ses curricula un module sur l'agroécologie qui pourrait aboutir à un parcours de formation sur l'agroécologie.

L'IDR a coordonné le projet AMPROLAIT (Amélioration de la production laitière en Afrique de l'Ouest et du Centre) au Burkina Faso. L'objectif de ce projet était d'améliorer la production laitière et sa compétitivité. A travers ce projet, des kits d'hygiène d'une valeur de plus de 10 millions de FCFA ont été offerts aux acteurs de la chaîne de valeur lait (producteurs, collecteurs, transformateurs) pour améliorer

Working Document

la qualité du lait mis sur le marché et de promouvoir également les bonnes pratiques dans la chaîne de valeur lait. Le kit d'hygiène était composé de seaux, gangs, récipients de collecte, bottes, etc. Dans le cadre d'AMPROLAIT des études ont été menées sur l'effet d'une complémentation valorisant les ressources localement disponibles sur les performances de production laitière des vaches en vue de réduire l'intervalle vêlage-vêlage au Burkina Faso.

3.4.2.2 Ecole Nationale de Formation Agricole de Matourkou (ENFA)

L'ENFA, c'est l'École Nationale de Formation Agricole de Matourkou, qui est un établissement public de l'État, sous la tutelle des ministères de l'Agriculture et des ministères de Finances. C'est une école qui a été créée depuis les années 1963, grâce à la coopération israélienne et également avec l'appui de la FAO. L'école a pour mission d'assurer la formation initiale et continue des agents et des acteurs du monde rural. Au niveau de la formation initiale, l'ENFA comporte trois cycles.

Il y a le cycle des agents techniques de l'agriculture qui sont recrutés par l'État et envoyés pour une formation de distribution. Donc, ils sortent avec un brevet d'aptitude en agriculture. Il y a les techniciens supérieurs d'agriculture qui sont recrutés avec le niveau bac et les ingénieurs d'agriculture qui sont recrutés avec le niveau licence. Et la plupart des élèves, en fait, sont recrutés par l'État. Et enfin l'ENFA recrute des effectifs complémentaires. De plus étant une EPEE, l'ENFA a obligation de générer aussi des recettes pour s'autofinancer.

La mission de l'ENFA se résume en trois points : i) assurer la formation initiale et continue des agents d'agriculture ; ii) assurer la formation des acteurs du monde rural ; iii) développer un centre d'incubateur qui a pour ambition de juguler le chômage au niveau de la jeunesse.

L'ENFA fait également de la production végétale et animale. Les activités de l'ENFA sont en partie financées par des partenaires techniques et financiers. Parmi ces appuis on peut citer l'appui de la chambre d'agriculture, le CNABIO qui fait la promotion de l'agriculture biologique. Il y a aussi des collaborations avec l'école nationale de l'élevage, de la santé animale (ENSEA) sur les questions de formation et des Structures internationales comme l'HCR dans le cadre de la resocialisation des réfugiés. L'ENFA collabore étroitement avec la FAO dans le domaine de la formation et des projets d'appui au développement des jeunes. L'ENFA est appuyé aussi par le Fonds d'innovation pour le développement, qui l'appuie pour faire la promotion des champions commerciaux et également développer l'agriculture offshore.

L'ENFA mène des actions de développement en faveur du monde rural en partenariat avec l'association des Agriculteurs français et Développement internationale (AFDI).

L'ENFA ne travaille pas directement avec les acteurs de la chaîne de valeur lait mais ses actions peuvent impacter indirectement la production laitière, car l'ENFA met l'accent sur la production végétale. Cependant, l'ENFA a sa propre unité de transformation d'aliments de bétail et de volaille afin de développer le volet production animale. L'ambition actuelle est d'aller vers l'agroécologie en minimisant les intrants chimiques et mettre beaucoup en valeur les intrants organiques et biologiques. Les résidus de cultures produits sur le site de l'ENFA sont transformés. Toutes ces actions sont menées à travers des initiatives telles que l'initiative présidentielle pour la lutte contre l'insécurité alimentaire. En 2023, l'ENFA

Working Document

a mis en place 120 hectares de cultures (niébé, maïs, etc.) dont les résidus ont été utilisés dans la production de compost.

Dans l'optique de la transition agroécologique, un projet est en cours de construction avec le conseil régional pour faire la promotion, développer toute la chaîne de valeur animale, c'est-à-dire produire, transformer, alimenter les bétails afin d'avoir des produits animaux de qualité, que ce soit le lait ou la viande.

3.4.3 Formation des professionnels : INADES-Formation Burkina Faso

INADES-Formation a été créé en 1975. Il est né de L'Institut Africain pour le Développement Economique et Social (INADES). La structure est représentée dans 10 pays à savoir le Burundi, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Kenya, la République Démocratique du Congo (RDC), le Rwanda, la Tanzanie, le Tchad et le Togo. Son secrétariat général est basé en Côte d'Ivoire à Abidjan. L'INADES-Formation intervient dans quatre axes à savoir :

- Les systèmes alimentaires basés sur l'agriculture familiale (les questions sur l'agroécologie sont abordées) ;
- La microfinance communautaire (la finance inclusive) ;
- La résilience au changement climatique ;
- La gouvernance inclusive (décentralisation et participation citoyenne).

La particularité de INADES-Formation c'est de travailler à la promotion sociale et économique des populations en accordant donc une importance particulière à la participation libre et responsable des populations à la transformation de leur propre société. En sommes INADES-FORMATION utilise l'approche participative dans la mise en œuvre de ses activités.

Dans le domaine de l'agroécologie, INADES-Formation renforce les capacités des organisations qu'elle accompagne. Elle met en œuvre différents projets, notamment dans la région du Nord ainsi que dans la région de la Boucle du Mouhoun. Globalement, ces projets visent à renforcer les capacités des acteurs en matière de bonnes pratiques agricoles, avec un accent particulier sur l'utilisation de bio-intrants. Un chargé de programme est spécifiquement dédié à cet axe, supervisant les différents projets avec le soutien des animateurs sur le terrain. Par exemple, nous avons mené plusieurs expérimentations, telles que la fabrication de compost en tas et de compost liquide (bokashi). L'année dernière, nous avons également lancé des champs-écoles pour expérimenter diverses pratiques agroécologiques, et chaque année, nous menons des expérimentations spécifiques avec les agriculteurs. En 2022, par exemple, nous avons testé l'utilisation d'engrais liquide pour lutter contre le striga, avec des résultats encourageants observés chez les producteurs. Outre les aspects techniques et pratiques, nous nous impliquons également dans le plaidoyer, en collaboration avec d'autres réseaux et organisations, pour encourager les décideurs à adopter des options agroécologiques. Nous menons notamment une campagne de sensibilisation et de plaidoyer appelée "Campagne conscience alimentTER", axée sur la réduction des importations de pesticides chimiques et la promotion des alternatives agroécologiques. Cette campagne est soutenue par le réseau INADES et implique des partenariats avec d'autres organisations, notamment

Working Document

le CNABIO au Burkina Faso. Par ailleurs, nous sommes engagés dans une coalition plus large, la Coalition du Système Alimentaire Durable, qui vise à promouvoir un système alimentaire durable à travers des actions de plaidoyer menées en partenariat avec diverses organisations, dont « Prodiges Divins », un partenaire belge.

3.5 Initiatives en agroécologie : Conseil National de l'Agriculture Biologique au Burkina Faso (CNABio)

Bien que de nombreuses études démontrent la nécessité de promouvoir l'agriculture biologique en Afrique de l'Ouest, son essor est encore faible. C'est dans ce contexte que le Conseil National de l'Agriculture Biologique au Burkina Faso (CNABio) a été créé en 2011 pour servir de cadre organisé pour des promoteurs de cette agriculture saine, cadre qui leur permettrait de se renforcer mutuellement et de faire entendre leur voix. Depuis plus de 30 ans l'Agriculture Biologique se développe et contribue à l'amélioration de la vie des burkinabè et à la préservation de la terre qui les nourrit. Le CNABio intervient dans la formation et le renforcement des capacités des acteurs actifs dans l'agriculture biologique. Il mène des activités de plaidoyers auprès des autorités et de sensibilisation des populations et met en place un organisme de certification locale. La stratégie du CNABio est basée sur : i) la création d'un répertoire des acteurs actifs dans la production biologique ; ii) le recensement et diffusion des bonnes pratiques en agroécologie/agrobiologie ; iii) le renforcement des capacités de ces membres par des formations, suivi et visites d'échanges entre les acteurs du bio ; iv) la valorisation des produits biologiques au Burkina Faso à travers notamment la promotion d'un marché local de produits biologiques ; v) la création au Burkina Faso d'un organisme de contrôle et de certification des produits biologiques ; et vi) le plaidoyer et la sensibilisation auprès des autorités pour une meilleure prise en compte du mode de production biologique dans les systèmes de production agricole au Burkina Faso.

Le CNABio regroupe 101 acteurs membres (mise à jour à l'issue de l'AG en juin 2023), 74 membres institutionnels (des associations, des organisations paysannes, des ONGs, des entreprises), 27 membres physiques (fermiers, chercheurs, entrepreneurs, etc.) avec de grandes compétences dans le domaine de l'agriculture durable. Le CNABio a mis en place le Label Bio SPG (Système Participatif de Garantie), qui est l'un des premiers labels bio national en Afrique de l'Ouest. C'est un système de certification biologique alternatif, adapté au contexte local et peu coûteux. Il repose sur des outils et des normes d'agriculture biologique rigoureuses, qui intègrent tous les acteurs : les producteurs, les transformateurs, les transporteurs, les distributeurs, les associations et ONG d'appui et les consommateurs. Ce système repose sur la coopération et la confiance entre les acteurs, mais prévoit également des mécanismes préventifs pour garantir l'intégrité biologique des produits. De plus, il incite à l'amélioration des systèmes agricoles.

Le SPG vise à garantir que la production respecte les principes de l'Agriculture Biologique : produits sains, absence d'engrais chimique, de pesticides et d'OGM, préservation du sol et bonne gestion des ressources. La certification BioSPG a été élaborée au profit des producteurs individuels ou des groupements de producteurs désirant faire la promotion de l'agroécologie et de l'agriculture biologique. Elle s'adresse également aux acteurs de la transformation et de commercialisation de denrées agricoles qui désirent se conformer aux exigences de la norme burkinabè en agriculture biologique. La certification donne droit à l'utilisation de la marque BioSPG pour une durée de 36 mois.

Working Document

Entre 2015 et 2022, des activités de certification BioSPG ont permis d'enregistrer des résultats appréciables. Il s'agit de :

- La mise en place de 58 sites sont actuellement certifiés BioSPG dans plusieurs régions du Burkina ;
- Un total de 1823 producteurs sur une superficie de 299,47 hectares accompagnés ;
- 863 emplois fixes enregistrés au niveau de la production de fermes privées et associatives. A cela s'ajoute les emplois dans la transformation et commercialisation (estimé à une trentaine) ainsi que les saisonniers/emplois temporaires.

Le BioSPG contribue à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) promue par l'ONU et à la réussite de la transition agroécologique préconisée par la FAO, la CEDEAO et des bailleurs de fonds. Il s'inscrit et répond également aux critères du Plan National de Développement Économiques et Social (PNDES) du Burkina Faso.

Le CNABio a développé des initiatives telles que le projet OM4D « Marchés biologiques pour le développement ». Ce projet visait à améliorer les moyens d'existence des petits exploitants agricoles en les connectant aux marchés biologiques nationaux et internationaux tout en favorisant leur adaptation aux défis locaux et mondiaux tels que le changement climatique, la pénurie et l'épuisement des ressources naturelles, mais aussi les inégalités sociales. Une Campagne de sensibilisation à la consommation des produits locaux, sains et nutritifs dans la ville de Ouagadougou dénommée "Eco-Bio, c'est la Vie" a permis de sensibiliser et d'informer les populations sur l'agroécologie et l'agriculture biologique afin de les inciter à faire le meilleur choix alimentaire pour leur santé en priorisant les produits éco-bio burkinabè. A travers cette campagne Eco Bio, c'est la vie, le CNABio a cartographié le marché des produits Bio sur l'ensemble du territoire Burkina bé. Dans ces marchés Bio nous retrouvons des produits laitiers locaux conseillés par le CNABio et commercialisés dans plusieurs laiteries membres de l'Union nationale des mini-laiteries et producteurs de lait du Burkina Faso qui proposent entre autres du lait local pasteurisé, du yaourt sucré, du Gapal, du lait frais demi-écrémé pour entier pasteurisé, etc. A titre d'exemple à Ouagadougou le CNABio a répertorié des laiteries comme la Laiterie La Vache Enchantée, la Laiterie de Nagrin, etc. Dans la région des Haut-Bassins (Bobo-Dioulasso), nous pouvons citer les mini-laiteries telles que ; Super Koumba, Kossam de l'Ouest (Fairfaso équitable), Café Rio, Kossam Di ma, Mini Laiterie Kossam Woroman, Laiterie Djam Nati, Kossam Lobbam.

3.6 ONGs

3.6.1 GIZ et le projet ProSol

Le projet ProSol est mis en œuvre par le GIZ. Le GIZ est une agence d'exécution de la République Fédérale d'Allemagne. ProSol est exécuté dans sept pays différents, en Afrique et en Asie. La particularité de ProSol pour le climat, c'est qu'en plus de la récupération des terres dégradées, le projet associe l'environnement foncier. ProSol récupère les terres, mais aussi voit comment les éléments de gestion foncière locale sont associés à cette activité de récupération des terres dégradées. Maintenant, la particularité aussi de tous les projets GIZ, est que bien qu'évoluant dans un ensemble global ProSol, les projet ProSol des pays sommes autonomes. Institutionnellement ProSol est rattaché au Ministère de l'Agriculture au niveau de

Working Document

la direction des aménagements agro-pastoraux et du développement de l'innovation. Prosol a aussi de fortes connexions avec la Direction générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural, la direction qui s'occupe de l'organisation du monde rural, et des questions foncières. Prosol a des partenariats stratégiques avec l'INERA Farako Ba, pour des analyses de sols et la récupération des terres avec différentes techniques, avec l'ENAFa et l'Ecole nationale d'élevage et de santé animale sur les questions de formation en insérant des modules testés dans les curricula.

Sur l'élevage en général les actions Prosol touchent la récupération des terres pastorales permettant aux éleveurs de disposer de fourrages en abondance pour les animaux, ce qui va indirectement booster la production laitière. Un des liens forts avec l'élevage consiste à faciliter l'intégration agriculture élevage à travers la production de la fumure organique sous différentes formes. Prosol promeut à travers des formations à la stabulation du bétail pour optimiser la production de fumier. Prosol a accompagné les producteurs des zones d'intervention à la culture de l'Andropogon dans un premier temps pour ralentir l'érosion des sols, mais aujourd'hui, ce fourrage est fauché pour l'alimentation des animaux. Prosol contribue aussi à la mise en place des chartes foncières pour accompagner les communautés rurales à une meilleure gouvernance des ressources locales. Prosol accompagne également les femmes dans la production des légumineuses à double usage (alimentaire et fourrager).

3.6.2 Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques (GRET)

Le GRET est une organisation non gouvernementale internationale basée en France et engagé dans le développement solidaire, depuis 1976. Actif au Burkina Faso depuis 2003, le GRET conçoit des solutions adaptées pour relever les défis de la malnutrition, de la sécurité alimentaire et du développement durable.

Le GRET promeut une approche professionnelle de la solidarité et contribue à enrichir le domaine du développement avec des connaissances et des solutions innovantes. Il reconnaît que les populations sont des acteurs du développement et collabore avec elles, en mettant l'accent sur la promotion de la dignité des citoyens plutôt que sur l'assistance, le renforcement des capacités plutôt que la substitution, la contribution aux politiques publiques plutôt que le recyclage de modèles inadaptés, et la collaboration avec le secteur économique plutôt que l'opposition stérile. Malgré la crise, la structure continue d'intervenir au Sahel, dans le Boucle du Mouhoun, les Hauts-bassins, l'Est et puis le centre. Pour le moment sa zone d'intervention ne couvre pas le centre sud et le Sud-Ouest.

Concernant l'agroécologie plusieurs actions sont menées en collaboration avec les partenaires de terrains. Le GRET travaille beaucoup pour la promotion des pratiques agroécologiques, d'une manière générale la structure tient compte des 13 principes pour la définition des activités. Elle mène des activités de formations des acteurs et de promotion des circuits courts. En dehors de la promotion des pratiques dans les projets, on note le développement avec d'autres structures d'une méthodologie d'évaluation des effets d'impacts de l'agroécologie (<https://gret.org/publication/guide-pour-levaluation-de-lagroecologie>) et des sites maraichers ont été aménagés dans la zone de Ouahigouya dans le cadre du projet 3F.

Pour la filière lait, GRET développe des projets de renforcement de capacité des éleveurs en mettant l'accent sur la réduction de l'utilisation des intrants chimiques néanmoins les vaccins sont tolérés. Par exemple au niveau de la filière lait de Bobo-Dioulasso, cela consiste depuis 2018 à renforcer les capacités des acteurs pour mieux approvisionner les cantines scolaires de la ville en collaboration avec la commune.

Working Document

Pour ce qui est de la commercialisation, le GRET fait la promotion des circuits courts dans les zones péri-urbaines de Ouagadougou et Bobo Dioulasso. En collaboration avec IPROLAIT, un renforcement de capacité a été organisé au bénéfice des unités de transformation et aussi des unions de producteurs de lait de Ouagadougou, l'utilisation du lait local a été encouragée au détriment du lait importé dans les cantines scolaires pour l'alimentation des enfants.

3.6.3 SNV

La SNV, c'est une organisation internationale néerlandaise, qui évolue dans la gestion des projets. SNV intervient dans trois secteurs d'activité : 1) Dans l'agriculture, la SNV se positionne dans l'énergie et l'eau hygiénique ; 2) Le PAPEA, Programme d'Appui à la Promotion de l'Entrepreneuriat Agricole ; 3) La SNV travaille aussi sur une diversité de filières : maïs, l'arachide, le miel, le bétail viande, le porc, la volaille, le maraicher (piment, tomate). Le programme est financé par la coopération Suisse et la coopération Autrichienne.

Dans la chaîne valeur lait, la SNV intervient sur la formation, la sensibilisation sur les textes réglementaires sur l'utilisation raisonnée des intrants chimiques. Dans le cadre du programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat agricole, SNV travaille sur le cluster affaires c'est-à-dire le système de marché (de la production au marché et vis versa). C'est un système de personnes et d'organisation d'activités destinées à créer, prêter et délivrer un produit ou service. En lien avec l'agroécologie et des énergies renouvelables, il y a eu des formations qui ont été faites avec l'appui des partenaires spécialisées sur l'agroécologie. Ces formations ont contribué au renforcement des capacités des producteurs et au changement de mentalité dans la production des aliments et notamment le lait. Cela a permis aux producteurs laitiers de mettre en place des activités de production de fourrage de qualité pour impacter la production. La SNV intervient aussi dans le cadre de l'appui à des clusters (donc au-delà du niveau de la production), donc en incluant également les autres maillons de la chaîne de valeur à savoir la transformation, la collecte et la mise en marché des produits laitiers. SNV les accompagnons à élaborer leur propre stratégie collective et plan d'action en fonction de leur vision et financent les activités qui rentrent dans leur programme et qui permettent aux acteurs (mini- fermes, les collecteurs, les transformateurs et les commerçants) de se prendre en charge pour la suite. Dans ces clusters d'affaires, il y a les structures d'appui et de régulation telles que les institutions de microfinance qui facilitent le financement des activités des membres, les services techniques.

3.6.4 DIOBASS-Ecologie et société

DIOBASS, c'est le nom d'une vallée du Sénégal. DIOBASS, c'est une démarche de recherche action et de formation. La démarche DIOBASS est née dans les années 1980 suite aux constats sur l'existence d'un déséquilibre dans la communication entre les techniciens et le monde paysan et l'absence de cadres de valorisation des connaissances et des savoirs paysans. Cette démarche a été introduite au Burkina Faso dans les années 1990 lors des réflexions pour l'élaboration des programmes de développement des unions des groupements Naam de Koumbri et de Gourcy. Les missions de DIOBASS sont nombreuses et l'on peut citer : 1) œuvrer pour une société burkinabè dans laquelle les communautés rurales à travers leurs exploitations familiales bien organisées et performantes s'expriment librement sur les questions qui concernent leur vie ; 2) accompagner les acteurs vers une évolution sociale et économique à travers la Recherche-action Paysanne ; 3) accompagner les acteurs vers une autonomie socio-économique, politique

Working Document

et culturelle afin de les sortir de l'état de dépendance et de pauvreté. En développant des dynamiques sociales, économiques, culturelles et environnementales en milieu rural et par la Recherche-Action Paysanne, l'Association veut aboutir à des transformations sociales et techniques au profit des populations à la base. DIOBASS intervient sur toute l'étendue du territoire burkinabé et avec un processus de recherche, de réflexion et d'action qui permet d'apporter des solutions durables et adaptées (endogènes ou métissées) aux préoccupations des communautés rurales. De 1990 jusque dans les années 2000, DIOBASS était une plateforme qui regroupait des organisations paysannes faitières et des techniciens qui étaient intéressés par la démarche DIOBASS. Donc c'est à partir des années 2020 que DIOBASS s'est orienté sur écologie, à un niveau national.

Dans le but de disséminer les innovations en milieu rural en vue d'accroître la production agro-pastorale et contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire, DIOBASS élabore des catalogues d'innovations paysannes dans les domaines de l'élevage et de l'agriculture. Parmi ces innovations, certaines ont été validées par l'Institut National de l'Environnement et des Recherches Agricoles (INERA), tandis que d'autres ont plutôt bénéficié d'une validation populaire après avoir été testées par des paysans dans leur exploitations, attestant ainsi de leur efficacité. DIOBASS élabore également des stratégies de mobilisation des sources de financement locales de la recherche action paysanne en collaboration avec les Groupes de Recherche Action (GRA) ainsi que leurs Organisations Paysannes en vue de l'autonomisation de la Recherche paysanne. Les activités de DIOBASS ne sont spécifiques à la filière lait, puisque DIOBASS travaille avec les organisations paysannes d'éleveurs en général. Les demandes qui émergent concerne en général, les maladies de volailles, de petits ruminants, mais aussi des aliments bétail. Pour ces différentes demandent les groupes de réflexions proposent et testent des solutions endogènes pour co-concevoir des solutions durables. Il s'agit par exemple de l'utilisation des plantes médicinales pour fabriquer des remèdes contre les maladies identifiées afin de réduire l'impact de l'utilisation accrue des produits chimiques dans le traitement de ces pathologies. Dans le domaine de l'élevage des bovins DIOBASS travaille aussi à trouver des solutions à l'obstruction des pistes à bétail en impliquant l'ensemble des parties prenantes au niveau des territoires. Il faut noter également la mise en place de stratégies de gestion des ressources naturelles. Au niveau des agriculture, ce sont entre autres la mise au point des biopesticides, l'utilisation des semences paysannes, la production et l'utilisation de la fumure organiques, le Zaï arboré, qui sont des actions mises en avant par les groupes de réflexions à partir des diagnostics réalisés avec les organisations paysannes impliquées. DIOBASS aborde donc l'agroécologie sous l'angle de la valorisation des savoirs locaux tout en prenant en compte les innovations conçues par la recherche-développement.

3.6.5 OXFAM-Belgique au Burkina Faso

OXFAM est une confédération internationale de 20 organisations travaillant en réseaux dans plus de 90 pays et contribuant à créer une action mondiale pour le changement en vue de bâtir un avenir prospère sans la pauvreté qui constitue l'une des grandes injustices de notre temps. OXFAM est présente au Burkina Faso depuis les années 70 et œuvre aux côtés des organisations paysannes et de la société civile locale partenaire et alliée, en faveur d'une vie digne des populations pauvres. OXFAM travaille à insuffler un changement réel pour l'amélioration des conditions socio-économiques des plus vulnérables, au rang desquels les femmes et les jeunes à travers : 1) le soutien l'action humanitaire et la construction de la résilience des communautés vulnérables ; 2) la promotion de la citoyenneté active et la lutte contre les inégalités ; 3) le soutien à la promotion des moyens d'existence et chaînes de valeurs. A ce jour les

Working Document

programmes et campagnes d'OXFAM sont mis en œuvre dans toutes les treize régions du Burkina Faso et nos équipes sont réparties sur trois bases : Ouagadougou, Kaya et Dori.

OXFAM soutient la construction de la résilience et l'action humanitaire (CRAH) des populations à travers : une assistance alimentaire et nutritionnelle des personnes déplacées, aux ménages hôtes et/ou vulnérables dans les zones où les crises alimentaires sont récurrentes, un renforcement des capacités productives des communautés vulnérables, un soutien à l'accès à l'eau hygiène et assainissement des personnes vulnérables grâce à la réalisation de latrines.

OXFAM soutient ainsi la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles notamment des filières riz, maïs, niébé, lait à travers :

- Des projets de développement des chaînes de valeurs notamment des filières lait et riz, la promotion de la gouvernance foncière pour contribuer à la sécurisation foncière au profit des plus vulnérables notamment les femmes ;
- La promotion de l'entrepreneuriat agricole à travers l'apport de financements à des entreprises agricoles ;
- La promotion de l'agroécologie pour lutter contre les changements climatiques et la cartographie des Banques de céréales.

OXFAM mène des activités pour réduire les inégalités grâce à une citoyenneté active soutenue par une société civile forte et engagée avec comme fer-de-lance des femmes et des jeunes déterminés à prendre d'assaut les cadres et les espaces de prise de décisions pour faire prendre en compte leurs préoccupations. Nous mettons ainsi en œuvre des actions pour soutenir : Une citoyenne active des jeunes et des femmes pour des politiques publiques et des programmes de gouvernance, une gouvernance dans les industries extractives au service du développement local, une éducation de qualité et le soutien à la société civile active dans le secteur de l'éducation et une société civile forte capable d'influencer les politiques publiques.

Dans le secteur laitier, OXFAM travaille en étroite collaboration avec des partenaires tels que l'Union des Mini-Laiteries des Producteurs de Lait (UMLPL), où son soutien se concentre principalement sur la diversification des activités et des produits laitiers. Chaque année, OXFAM contribue à l'organisation des "72 heures du lait" pour promouvoir les innovations dans le secteur laitier. Cet événement sert également de plateforme de plaidoyer, où des autorités compétentes sont invitées à discuter des enjeux et des possibilités d'amélioration dans la filière lait.

OXFAM accompagne l'Union des mini laiteries des producteurs de lait du Burkina Faso (UMPLB) à la diversification des activités et des produits laitiers. Parmi les initiatives dans ce domaine il y a les 72 heures du lait que OXFAM soutient chaque année depuis bientôt 6 ans, un événement qui fait vraiment la promotion de tout ce qui est produit laitier en termes d'innovation. Cet événement sert également de plateforme de plaidoyer, où des autorités compétentes sont invitées à discuter des enjeux et des possibilités d'amélioration dans la filière lait. OXFAM soutient et accompagne ces acteurs de la filière lait

Working Document

dans la production fourragère selon les normes agroécologiques, à travers des formations destinées aux transformatrices de lait pour renforcer leur capacité afin de diversifier les produits. Comme résultats de ces actions, OXFAM a constaté qu'à chaque édition des 72h du lait, la gamme des produits issue du lait local augmente effectivement.

3.6.6 CAES

Le CAES est une ONG née dans les années 80 sur la représentation Suisse de la fondation Suisse et à partir de 2007 elle est devenue une association de droit burkinabé. L'ONG travaille dans le domaine des énergies renouvelables, des technologies appropriées à l'agroécologie, de l'agro transformation et de l'assainissement. CAES a principalement deux programmes à savoir le programme énergie renouvelable et technologie appropriée un autre programme environnement agroécologie et sécurité alimentaire. La structure empreinte une approche basée sur la recherche appliquée au développement et la valorisation des résultats de recherche dans les projets de développement.

Les activités de la structure sur l'agroécologie ont débuté sur le compostage pour accompagner la production du coton bio et depuis 2018, il y a eu le développement des technologies comme les haches pailles, les broyeurs, les gabarits pour pallier les contraintes de production de compost au cours de la mise en œuvre d'un projet financé par AGRA. On a assisté dans ce projet à la mise en place des unités de compostage pour augmenter la production du compost. Un dispositif comprenant un broyeur, un gabarit, un polytank a été mobilisé pour accompagner ces unités de production. Plusieurs expériences ont été menées en milieu rural en collaboration avec l'INERA et NAFASO sur la diffusion des technologies qui facilité l'adoption des pratiques agroécologiques telles que le compostage en tas, le bokachi et le biochar. En somme ce que CAES fait, c'est principalement le développement des technologies pour lever les contraintes de découpe de résidus, de montage de tas de compost et mobilisation d'eau liées à l'adoption des pratiques agroécologies. Pour ce qui est de la filière lait la structure développe des technologies qui rentrent dans la transformation et la conservation de lait telle que les pasteurisateurs, les refroidisseurs, reproducteurs solaires et d'autres petits matériels pour les produits dérivés. Avec ces technologies la structure a pu prendre part à un programme d'appui au secteur privé conduit par le ministère de l'agriculture.

3.6.7 Secrétariat Permanent des ONG (SPONG)

Le SPONG est un collectif d'ONG et d'associations, comptant actuellement 168 membres, tant nationaux qu'internationaux. Avec un tel nombre de membres, il est indéniable que SPONG occupe une place importante dans le paysage des ONG. Sur le plan de la gouvernance, une assemblée générale est organisée chaque année, tandis que les assemblées générales électives ont lieu tous les deux ans pour élire les membres du conseil d'administration, composé des membres de SPONG. Ce conseil d'administration est l'organe dirigeant de la structure, tandis que la coordination assure la gestion opérationnelle et la représentation de SPONG en tant que collectif.

SPONG couvre une large gamme de thèmes de développement, notamment l'environnement, l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour être efficace sur le terrain, SPONG a organisé ses membres en huit groupes thématiques, dont sept sont axés sur des suivis opérationnels. Ces groupes incluent naturellement le groupe thématique sur l'environnement, l'agriculture et la sécurité alimentaire

Working Document

et nutritionnelle. En tant que collectif, la mission principale de SPONG est de suivre les politiques publiques afin de les influencer de manière positive.

Les différents groupes thématiques ne se réunissent pas seulement pour mettre en œuvre des actions concrètes, mais aussi pour examiner les politiques sectorielles liées à leur domaine d'intervention. Ils cherchent ensuite à proposer des solutions pour renforcer l'efficacité de ces politiques. Ce mode de fonctionnement est reproduit dans tous les domaines d'action de SPONG, y compris la santé, la protection sociale, l'emploi professionnel et technique, ainsi que l'humanitaire.

SPONG met en œuvre des projets sur le terrain, qui sont généralement réalisés par ses membres, souvent avec le soutien de la recherche. Outre le suivi des politiques publiques, SPONG se consacre au renforcement des capacités de ses membres, à la mobilisation des ressources pour eux, à la fourniture d'informations nationales et internationales, ainsi qu'au réseautage pour favoriser les collaborations et les opportunités de financement.

Il existe des institutions, des tribunes au niveau national où le SPONG prend activement part pour parler des questions d'agroécologie. Il a contribué fortement dans la mise en œuvre de la stratégie nationale sur l'agroécologie. Actuellement il y a un cadre de concertation des acteurs de l'agroécologie dans lequel, on aborde spécifiquement de valorisation des produits forestiers non ligneux. Avec le front vert climat, ces acteurs abordent des questions d'agroécologie à travers la production de connaissance. Il y a aussi au niveau international où le SPONG mène des plaidoyers. Dans ce sens, il participe aux différents COPs d'identification et COP climat où l'agroécologie est abordée. De plus, avec CARI et RESAD (REseaux SAhel Désertification) ils tiennent un forum de la société civile au niveau international chaque deux (2) ans ou trois (3) ans en fonction de la disponibilité des ressources et qui regroupe l'ensemble des organisations de la société civile dans tout le monde. En 2019, le forum s'est tenu à Ouagadougou, co-organisé avec le CARI où plusieurs thématiques ont été abordées. La 4^{ème} édition se déroulera en Algérie avec l'agroécologie sont au cœur des débats. Sur le plan terrain il y a aussi du travail qui est fait avec les producteurs, et productrices pour développer la filière miel, un des produits forestiers non ligneux, c'est un projet agroécologique dont la porte d'entrée est la régénération naturelle assistée. Le premier volet porte projet consiste à récupérer les terres, à reverdir les superficies agricoles sur la base de la RNA et bien d'autres techniques agroécologiques.

3.6.8 ONG ARFA

L'Association pour la Recherche et la Formation en Agroécologie (ARFA) a été créée en août 1995 pour apporter sa contribution au développement socio-économique du Burkina Faso. Elle a été reconnue par l'Administration publique comme Organisation Non Gouvernementale (ONG) de développement en avril 2002. L'Association ARFA travaille dans beaucoup de villages du Burkina Faso et plus spécifiquement dans l'Est du Burkina Faso. L'agriculture est très pratiquée dans cette région, mais est souvent confrontée à plusieurs difficultés comme la pauvreté du sol, les aléas climatiques et le manque de matériel agricole. Ces difficultés ne permettent pas à la population d'atteindre un seuil convenable d'auto-suffisance alimentaire. Avec la participation des collectivités villageoises, l'ARFA a établi trois principaux objectifs : la promotion des pratiques agroécologiques, l'amélioration des conditions de vie des populations par l'approche agroécologique et par l'éducation environnementale, le renforcement des capacités d'adaptations des populations rurales face aux changements climatiques. L'ARFA a ainsi mis à disposition

Working Document

une ferme agroécologique à Natioloani en 1996, a participé à la restauration des sols grâce à des travaux antiérosifs et a créé des pépinières agroforestières pour le reboisement. Grâce aux actions menées par l'ARFA, les 700 familles ayant mis en place des pratiques agroécologiques ont enregistré une augmentation des rendements compris entre 40% et 60% en moyenne.

L'ARFA a coordonné le Projet de Promotion de l'Employabilité, la Cohésion, l'Inclusion Socioéconomique des Jeunes et des Femmes (PECISJF) mises en œuvre par un consortium d'ONG que sont : Welthungerhilfe (WHH), l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (Institut 2iE), et le Réseau de communication sur le pastoralisme (RECOPA). Ce projet a soutenu les membres des communautés locales, notamment les femmes, les jeunes et les éleveurs pour l'accès, la valorisation et la gestion durable à des infrastructures agricoles et pastorales adaptées à leurs besoins tout en diversifiant leurs sources de revenus. L'ARFA a également mis en œuvre en collaboration avec l'ONG Îles de Paix (IDP) grâce à l'appui financier de l'Agence Wallonne de l'Air et Climat (AwAC) un projet intitulé "Un sol vivant pour une agriculture durable" (en français) ou "Ten-Viiga" en mooré. Ce projet a permis de renforcer les capacités de 250 familles d'agriculteurs dans 10 villages sur l'agroforesterie et les techniques agricoles respectueuses de l'environnement; le compost amélioré ; le Zaï mécanisé et le maraîchage de saison humide pour la promotion d'une agriculture familiale durable au Burkina-Faso (communes de Gounghin et Tibga). L'ARFA met en œuvre avec ses partenaires plusieurs initiatives en cours pour soutenir la transition agroécologique. Le Projet FEED GOOD, ambitionne promouvoir les systèmes alimentaires durables et d'un environnement sain et a une durée de 60 mois allant de janvier 2022 à décembre 2026. Il est attendu de ce projet un engagement des producteurs et autres acteurs dans une transition vers des modes de production agroécologiques et de gestion durable de l'environnement. Le projet Beog Yinga dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des ménages ruraux vulnérables en augmentant leur résilience et leurs moyens de vie face aux changements climatiques. Il a comme objectif spécifique de renforcer les capacités des bénéficiaires par la gestion efficiente des ressources naturelles et la promotion des techniques et technologies d'adaptation aux changements climatiques. Le projet de Promotion des Filières agro-pastorales à valeur ajoutée par l'approche Agroécologique (ProFILA) Financé par l'ONG Allemande Pain Pour Le Monde (PPLM) dont l'objectif est d'appuyer l'amélioration et la diversification des revenus des paysans par des actions de soutien à la transition agroécologique (productivité agricole à travers des pratiques agricoles adaptées et résilientes au changement climatique ; développement de la transformation locale et la facilitation de l'accès à des meilleurs marchés rémunérateurs). Le projet intitulé « Amélioration de l'offre éducative en agroécologie et à la protection/préservation de l'environnement' » (Projet Offre Educative phase 2) financé par l'Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) dont l'objectif est de favoriser l'accès aux semences paysannes, à une alimentation saine et à un environnement éducatif sain pour les bénéficiaires du projet. Le Projet d'appui à la formation et l'insertion socioéconomique des jeunes ruraux vulnérables de la région Est du Burkina Faso (Projet PROFIL 2) est mis en œuvre par un consortium composé des ONG : ARFA, TIN TUA, RECOPA avec l'appui technique de l'ONG Acting For Live (AFL). Il est financé par Agence Française pour le développement pour une durée de 36 mois allant de février 2022 à janvier 2025. L'objectif général du projet est de renforcer la résilience économique et l'intégration sociale des jeunes hommes et des jeunes femmes, tout en favorisant la cohésion sociale au sein des communautés.

Working Document

3.6.9 SOLIDAGRO

SOLIDAGRO est une ONG belge, le bureau pays, basé au Burkina intervient dans deux pays, le Burkina Faso et le Mali. Elle s'est engagée à aider les communautés agricoles à défendre le droit à l'alimentation et à l'eau potable par le biais d'une agriculture écologique durable. Elle renforce les organisations qui défendent l'agroécologie et plaide auprès des gouvernements pour qu'ils adoptent des politiques qui protègent la souveraineté alimentaire et promeuvent l'agroécologie. L'ONG est membre de regroupements de plaidoyers comme le CNABIO ce qui lui a permis de prendre part à l'élaboration de la stratégie nationale. Principalement, elle accompagne techniquement et financièrement plusieurs partenaires de terrains. Ses actions sont orientées vers la transformation et le renforcement de capacités sur les pratiques agroécologies. Dans ce sens des plusieurs projets sont accompagnés, à savoir des périmètres maraichers, les dispositifs antiérosifs et la production des pesticides répulsifs.

3.6.10 AUTRE TERRE

Autre Terre est une ONG présente dans plusieurs pays, avec une coordination régionale pour l'Afrique de l'Ouest basé au Burkina Faso et couvrant le Mali, le Bénin et le Sénégal. Cette organisation collabore avec des organisations de développement locales, les soutenant dans la mobilisation de fonds, la formation et le suivi, avec un fort accent sur le plaidoyer. Son implication a été notable dans les discussions sur la stratégie nationale de l'agroécologie, adoptée en 2021.

Autre Terre se concentre principalement sur la production agro-végétale plutôt que sur la production animale. Pour mettre en œuvre ses activités, elle identifie les acteurs déjà engagés dans l'agroécologie ou aspirant à la transition agroécologique. Le travail avec ses partenaires est structuré autour de programmes quinquennaux. Une fois les acteurs identifiés, un financement est octroyé pour une durée de cinq ans par le bailleur principal, la Coopération Belge au Développement.

La gamme d'activités dans lesquelles Autre Terre s'investit comprend le compostage, la production de pépinières, la fabrication de biopesticides et de bio-intrants, ainsi que la multiplication de semences.

3.7 Bureaux d'étude

3.7.1 AgroDev Consulting et AgroDev Services

AgroDev est un bureau d'études, de conseils et également d'appui spécialisé en logistique agricole. Il a été créé en 2014 dans le but d'adapter la demande des sociétés coopératives aux réalités de terrains. A la base Agrodev intervenait dans l'anacarde et par la suite ayant constaté que les besoins exprimés par les acteurs du monde rural et périurbain n'étaient pas forcément ceux qui sont proposés par les différentes structures d'appui, il a voulu orienter la structure pour mieux répondre aux attentes de ces acteurs. Les missions de ce bureau d'étude sont d'appuyer les coopératives dans leur formalisation, la formation et la gestion de leur organisation. C'est également d'appuyer et d'accompagner les programmes et les différentes ONGs dans la mise en place de leurs activités. AgroDev Consulting cible en priorité les entreprises et les micro-entreprises surtout dans le domaine agricole et de l'élevage. AgroDev Consulting fait aussi des prestations externes.

Working Document

Dans le domaine de l'agroécologie, AgroDev Consulting accompagne les acteurs du monde agricole dans l'application des bonnes pratiques de production et de gestion des ressources naturelles. Cela se fait à travers des formations, et les dotations en intrants agricoles et aliments bétail (Petits matériels agricoles, dadas et binettes, engrais NPK 15 15 15, semences de cultures fourragères et à double usage : niébé fourrager variété KVX745 11p, du niébé Tiligré...) dans le cadre du projet. Dans le cadre du Projet GIZ ProSol, AgroDev Services est intervenu en tant qu'opérateurs. Ce projet a permis d'accompagner 2944 personnes durant les campagnes agricoles 2020 et 2021 dont 250 hommes et 2694 femmes qui ont bénéficié non seulement de semences améliorées pour la production de Soja, Niébé et arachide, des encadrements techniques, mais aussi des kits agricoles. Ces bénéficiaires sont localisés dans les communes de Léna, Satiri, dans la province du Houet et Koumbia, Béréba et Houndé dans la province du Tuy. Cette production s'est faite sous une variabilité climatique n'ayant permis aux femmes de constituer des réserves de semences saines pour les campagnes futures. Tous cela grâce à l'accompagnement technique de AgroDev Services qui a tenu à : i) identifier les groupes d'apprentissage ; ii) assurer la distribution des semences et des matériels agricoles ; iii) réaliser les formations sur la production des légumineux, du compost ; iv) mise en place des champs de démonstration, le suivi et les visites commentées ; v) production des rapports d'activités.

Concernant la filière lait, AgroDev a signé une convention avec le Programme d'Appui à la Promotion de l'Entreprenariat Agricole (PAPEA), un programme né de la volonté des Gouvernements de la Suisse et du Burkina Faso pour une durée de douze ans repartis en trois phases de quatre ans chacune. Dans la région des Hauts Bassins, AgroDev Services et Logistiques a été sélectionné comme Co-facilitateur en charge de la mise en œuvre du lot 5 portant sur le développement des systèmes de marchés mangue et lait. L'objectif visé est principalement d'accompagner les acteurs de ces filières à l'amélioration des rendements, des processus de transformation et à la diversification des produits, à la structuration du marché, au renforcement des capacités productives et de transformation à travers des investissements structurants.

L'intervention d'AgroDev s'est soldée par l'analyse des systèmes de marché lait et mangue et à la mise en place de 6 clusters fonctionnels disposant de stratégies collectives élaborées et animées par des facilitateurs. Parmi ces Clusters, il y en a trois centrés sur le lait : Cluster lait cru de Bobo, Cluster lait transformé de Bobo, Cluster Lait transformé de Orodara. L'intervention d'AgroDev a permis également la réalisation de dialogues d'affaire entre acteurs membres des clusters et les institutions de financement en vue de la mobilisation de ressources financières, la réalisation des formations en cascade des animateurs et des membres des clusters en éducation financière et la participation des entreprises des clusters à des événements commerciaux (foires). En mars 2023, AgroDev a mis en place un incubateur pour sélectionner des projets des micro-entreprises, former les porteurs de ces projets au montage de Business plan et enfin les diriger vers les structures de microfinances. Dans le cadre de cette initiative, huit filières étaient ciblées dont le lait (de la production à la transformation).

3.7.2 AGM consulting

AgriGrowth Management (AGM) Consulting SARL est une société de droit burkinabé spécialisée dans l'offre de services de développement aux initiatives agricoles et rurales. Créée en 2013 sous la forme d'entreprise individuelle, AGM est devenue depuis 2016 une Société A Responsabilité Limitée (SARL), dotée d'un capital de 2 000 000 FCFA. Elle est légalement enregistrée sur le RCCM N° BF BBD 2016B 1873

Working Document

et IFU № 00083709D. Son siège social est à Bobo-Dioulasso et elle dispose d'une représentation permanente à Ouagadougou. Sa vision est de « construire une agriculture qui nourrit, emploie et contribue à un développement économique durable ». Sa mission est de créer des opportunités et apporter les compétences nécessaires aux acteurs économiques de l'agriculture et du monde rural afin de faciliter la réalisation de projets de développement innovant, inclusif et durable. AGM est composé de deux structures : AGM trading et logistique et agence consulting.

AGM a travaillé en partenariat avec le Programme Agricole pour l'autonomisation agricole des jeunes (PAPEA) sur l'agroécologie et le développement des filières. L'objectif de ce projet était d'identifier les filières émergentes et de développer des chaînes de valeurs autour de ces filières. Après un diagnostic global, la filière Soja a été retenue et une chaîne des valeurs soja regroupant un ensemble acteurs à savoir les producteurs, les transformateurs et les commerçants autour duquel a été mise en place. Avec le PAPEA, AGM a également travaillé à mettre en place un Cluster de la patate douce à chair orange, qui a permis de vulgariser cette variété. AGM poursuit cette initiative depuis plus de deux ans. Avant les producteurs ne connaissaient que la patate douce à chair blanche, donc longtemps c'est ce que la population consommait, c'était difficile d'avoir de la patate douce à chair orange. Maintenant avec cette action-là les producteurs savent que la patate douce à chair orange possède plus de vitamine, et plus de nutriments que celle à chair blanche. Désormais les producteurs savent qu'il est possible de transformer la patate en « chips » de patate, en « dèguè » de patate, en couscous de patate, et la population commence à apprécier ces nouveaux produits qui commencent à être développés.

3.7.3 Bureau d'Etude et d'Appui Conseil en Agroécologie (BEACA)

Le BEACA est une structure de conseil, d'assistance et de formation de droit de burkinabé. Son siège est à Bobo-Dioulasso. Le BEACA est né de l'initiative de professionnels du développement rural totalisant chacun plus de dix (10) ans d'expérience dans le développement rural et leur domaine de compétence. Le BEACA a pour objectif d'accompagner les différents acteurs pour une bonne appropriation des outils du développement rural facteurs de croissance économique et du développement durable. Il dispose d'une base de données d'experts, d'ingénieurs et de techniciens de profils divers pour des interventions ponctuelles. Ce réseau d'experts accompagne les acteurs du monde rural à travers des services de renforcement des capacités, des études et conseils spécifiques, l'appui à la mise en place d'un dispositif d'assurance qualité pour faire face aux exigences du marché international sous la base d'un diagnostic participatif et le conseil vers l'autonomisation.

Le BEACA intervient dans cinq domaines :

1. Gestion des ressources naturelles (qui prend en compte : l'agriculture biologique (EU, NOP, BIO SUISSE, JAS, SPG), l'agroécologie (réduction des intrants chimiques), la gestion intégrée de la fertilité des sols, la sécurité alimentaire, l'aménagement CES/DRS, les changements climatiques) ;
2. Elevage et santé animale. Ce domaine d'intervention prend en compte la gestion de l'élevage de poulets (race locale, améliorée, chaire et pondues), la gestion de l'élevage porcine, la gestion de

Working Document

l'élevage de petits ruminants et gros bétails, et la gestion des dispositifs pérennes de santé animale, prévention et prophylaxie ;

3. Filière et accès au marché : dans ce domaine BEACA travaille sur le diagnostic des chaînes de valeurs agricoles, mais également sur le commerce équitable (FLO, FAIR FOR LIFE, SPP)
4. Appui organisationnel et la gestion des projets. Il s'agit des diagnostics organisationnels, la formulation de projets, la planification opérationnelle et stratégique et le suivi évaluation
5. Conseil et appui institutionnel à savoir l'appui à l'identification des besoins de renforcement des capacités, l'appui au renforcement des capacités et l'appui à l'élaboration d'un plan et de suivi de transfert de compétences.

3.8 Entreprises d'agrofouritures

3.8.1 NAFASO

L'entreprise Neema Agricole du FASO, dite NAFASO, a été créée en 2008 et son siège social se trouve à Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso.

Ses principales missions sont : 1) la production, le nettoyage, le conditionnement et la commercialisation des semences agricoles de variétés améliorées ; 2) l'import et l'export des produits agro-sylvo-pastoraux ; 3) la représentation et distribution ; 4) la commercialisation et la distribution de matériels et équipement agricoles ; 5) diverses prestations de services agricoles, le conseil, la formation et l'encadrement ; 6) toutes les opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à la mission.

Ses principales activités sont : 1) la production de semences agricoles certifiées de variétés améliorées de céréales, de légumineuses ; 2) la production de semences de base des variétés améliorées de céréales et de légumineuses sous la supervision de L'INERA ; 3) la commercialisation et la diffusion des semences améliorées (certifiées).

NAFASO est partenaire de plusieurs organisations de la région, notamment le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF/WECARD), l'AGRA et West Africa Food Markets. Avec ce dernier programme, l'entreprise a signé un projet visant à augmenter la production et la commercialisation de variétés de maïs, de mil et de sorgho afin de lutter contre les problèmes de sécurité alimentaire au Burkina Faso, au Ghana et au Niger. NAFASO travaille notamment avec les cultivateurs afin de tester de nouvelles variétés et de distribuer les semences dans les magasins des villages.

En 2020, l'un des objectifs de l'entreprise était de rendre ses variétés de semences améliorées plus accessibles aux petits exploitants (l'objectif visé était que 50 % des petits agriculteurs du Burkina Faso connaissent ces semences à cette échéance). L'entreprise produit des semences certifiées qui pourraient, selon elle, améliorer les rendements agricoles locaux de 40 %. Les démarches d'assurance de la qualité sont réalisées par des laboratoires agréés par les services publics qui certifient les semences. Grâce à un

Working Document

réseau de 200 producteurs de semences dans huit régions du Burkina Faso (72 producteurs individuels et 18 coopératives d'exploitants), l'entreprise a augmenté sa capacité de production qui est passée de 100 à 5,000 tonnes par saison entre 2008 et 2016. NAFASO dispose d'un vaste réseau de distribution dans 11 pays et améliore sa visibilité grâce à des démonstrations de bonnes pratiques agricoles, à des publicités radiophoniques et à des journées « portes ouvertes ». Dans son pays d'origine, NAFASO a fait appel à l'Association des grossistes et détaillants d'intrants agricoles ainsi qu'à AGRIFARE, un gros revendeur privé, pour créer un réseau important de magasins revendeurs afin d'améliorer l'accès des exploitants à des semences de qualité et à d'autres intrants.

NAFASO fait du conseil, de la formation et de la supervision des piliers de sa stratégie de développement. Elle collabore avec l'AGRA et fait appel aux responsables des services de vulgarisation pour organiser des groupes de production de semences, promouvoir les semences certifiées et proposer des formations élémentaires en gestion financière afin d'aider les petits agriculteurs à assurer la viabilité de leurs exploitations.

NAFASO travaille avec tout type de groupements ou associations de producteurs y compris les producteurs de lait. Dans le cadre de projets ou individuellement, ces producteurs s'approvisionnent en semences fourragères surtout celles à double usage tels que le niébé K VX 745-11P, TILIGRE, etc., les sorgho Grinkan, Soubatimi, SARIASO 16, etc., le maïs ESPOIR...

3.8.2 SOGEA Faso

Créée en 2015, la Société Générale Alimentaire (SOGEA Faso Sarl) est une huilerie située dans la région des Hauts-Bassins à Bobo-Dioulasso au Secteur 20 route de Orodara. Elle détient la marque d'huile "HUILE MAJOR", conditionnée dans des bidons de 20 litres. Elle dispose de produit dérivé à savoir le tourteau de graine de coton commercialisé dans des sacs de 50 kg utilisés en alimentation animale.

Pour l'année 2021-2022, SOGEA Faso a transformé plus 2,400 tonnes de graines de coton, pour une production de 24,4000 litres d'huile et 1700 tonnes de tourteaux.

La SOGEA Faso établit une collaboration étroite avec les éleveurs, en particulier les producteurs laitiers de la plateforme d'innovation lait de Bobo (PIL), pour faciliter la commercialisation du tourteau de coton. La PIL négocie le tourteau à des prix raisonnables pour les producteurs membres. Les tourteaux sont les sous-produits solides obtenus après extraction de l'huile des graines de coton. Sous-produits de la trituration, industrie de fabrication de l'huile, ils représentent généralement de 50 à 75 % de la masse des graines. Les tourteaux sont utilisés en alimentation animale. La valeur nutritionnelle du tourteau de coton de SOGEA Faso est comparable aux aliments bétail usuels, voire plus riches en protéines brutes (26% à 40% de la MS).

3.8.3 SN-Citec

La Société Nouvelle Huilerie et Savonnerie Citec, en abrégé SN Citec, Filiale du Groupe GEOCOTON est une société de droit privé burkinabè, créée le 1er novembre 1995. Elle est la première industrie du Burkina Faso opérant dans le secteur des oléagineux, à travers la production d'huile alimentaire, de tourteaux de coton et des aliments de bétail à base de graine de coton. La transformation de la graine de coton, issue

Working Document

de la culture du coton par des millions de paysans, constitue une valeur ajoutée pour l'économie nationale burkinabè. Elle produit également du savon de ménage à base de matières premières importées de la sous-région. La SN Citec bénéficie toujours de l'expertise technique du Groupe GEOCOTON, qui s'inscrit dans les valeurs d'innovations et de développement. La SN Citec se veut une référence ouest-africaine dans le secteur du développement de la filière des oléagineux et dans la valorisation des produits agricoles. Sa notoriété dépasse les frontières du Burkina Faso grâce à la qualité de ses produits qu'elle met sur le marché et pour lesquels les consommateurs des pays de la sous-région sont de plus en plus demandeurs. La marque SAVOR est la toute première huile alimentaire enrichie en vitamine « A » et sans cholestérol, certifiée aux normes de qualité au Burkina Faso (NBF). Les coproduits SN Citec (aliment de bétail, tourteau de coton et tourteau de soja) sont riches en protéines (26-40%), cellulose brute, unité fourragère et constituent une excellente alimentation nutritive pour les animaux (ruminants et volaille). La SN Citec transforme plus de 120,000 tonnes de graine de coton par an pour produire plus de 20,000 tonnes d'huile raffinée/an, 24,000 tonnes de tourteaux de coton/an et 48,000 tonnes d'aliments de bétail/an. La SN Citec fournit les aliments bétail et les tourteaux aux grossistes, aux sociétés coopératives. Elle collabore avec les Directions de ressources animales et halieutiques.

3.8.4 BIOPROTEC

BIOPROTEC est une entreprise spécialisée dans la promotion de l'agroécologie. Elle se consacre à la recherche et au développement dans les domaines de l'agroécologie et de l'agriculture biologique, en mettant l'accent sur la production végétale. De plus, elle offre un accompagnement aux acteurs du secteur en renforçant leurs capacités. Ces activités sont menées en partenariat avec des organisations ou directement avec les producteurs sur le terrain, sous la supervision des services déconcentrés du ministère de l'Agriculture. Une approche utilisée est la contractualisation, où un contrat avec des options de rachat est signé avec des producteurs biologiques, suivis de séances de renforcement de capacités et de suivi.

L'entreprise dispose également d'une unité de production d'intrants, où sont fabriqués des engrais bio et des bio-pesticides, ainsi qu'un laboratoire de micro-biologie pour les analyses des produits. Elle est aussi impliquée dans la transformation et la commercialisation de produits agroécologiques et biologiques. Une gamme de produits bio d'origine végétale et animale sont commercialisée dans les boutiques Ecobio panel dont dispose l'entreprise.

Il convient de souligner que toutes les activités de l'entreprise sont étroitement liées à l'agroécologie, dans le but d'intensifier la production tout en réduisant l'utilisation des intrants chimiques.

Bien que BIOPROTEC ne travaille pas directement dans le secteur laitier, certains de ses partenaires possèdent des vaches laitières et cherchent à les nourrir selon des pratiques agroécologiques. Dans la mise en œuvre de ses activités avec ses partenaires, l'entreprise encourage l'intégration de l'agriculture et de l'élevage. Cela implique de travailler sur l'alimentation des animaux afin de faciliter la mobilisation de la bouse de vache pour le compostage dans les unités de production.

Working Document

3.9 Services financiers

3.9.1 Caisse Populaire de Bobo-Dioulasso

Au Burkina Faso, la première Caisse Populaire est née dans le sud-ouest en 1972. Le réseau des Caisses Populaires fonctionne avec une faitière dont le siège est à la direction régionale à Ouagadougou (faitière gérée par des directeurs centraux), et les délégations du Centre, du Nord, du Sud-ouest et la délégation de l'Ouest qui est à Bobo-Dioulasso. Le réseau des Caisses Populaires est également composé de caisses de base et des caisses secondaires. Ces caisses secondaires ont également des points de vente.

Sa source de financement c'est la population. La Caisse Populaire n'a pas d'actionnaires. La Caisse collecte les paris et les redistribue en crédit. La Caisse Populaire dispose d'un portefeuille dédié unique à l'agriculture et à l'élevage. Ce portefeuille permet à la Caisse Populaire d'accompagner l'état dans sa politique de promotion de l'agriculture et de l'élevage au regard du rôle important de ces secteurs dans l'économie du Burkina Faso. En plus, pour des fins productives, il y a aussi le Crédit Agricole pour l'acquisition d'équipement comme les charrues, les bœufs de trait, les semences et intrants pour la campagne agricole. Le crédit commercial permet de renforcer l'activité des bénéficiaires à travers des dépenses éligibles telles que l'achat d'équipements comme des moulins à grains, du matériel et équipement de transformation de mini laiteries ou des crédits pour l'achat de marchandises en vue de l'augmentation des stocks. Le crédit accordé au secteur de l'agriculture et de l'élevage se fait à un taux acceptable de 12% dégressif de taux d'intérêt contre 14% pour les commerçants. Dans le cadre du partenariat avec la plateforme d'innovation lait de Bobo-Dioulasso, les membres de la Coopérative NEEMA (Coopérative des transformateurs de lait) ont bénéficié de crédits et d'accompagnement divers pour développer leurs activités. Le crédit communautaire concerne les groupements de femmes, d'hommes ou mixte pour l'acquisition de matériels agricoles comme des tracteurs de labour des champs, des moulins à grains ou des plates-formes multifonctionnelles qui aident à mener des activités génératrices de revenus, le maraichage, etc. Il y a également une gamme de crédits spécifiques pour les femmes comme le Programme Crédit Epargne avec Education (PCEE) qui permet aux femmes très démunies des campagnes de bénéficier de petits crédits sans au préalable la constitution d'une épargne.

3.9.2 Microfinance Plus

Microfinance Plus est une structure de micro-crédit qui nourrit l'ambition de lutter activement contre la pauvreté à travers une autre culture du crédit axé vers l'épargne, l'investissement, la production. Nous voulons faire de la microfinance autrement et contribuer à la promotion de la culture du crédit et la gestion efficace de l'épargne. Il s'agit de considérer l'agent économique comme un tout. Pour nous, l'acteur du monde rural n'est pas qu'un cultivateur ou un éleveur, mais un entrepreneur rural. Cela signifie que nous allons financer des gens du monde rural qui veulent faire de l'agriculture, de la pêche, de l'embouche bovine, de la culture de contre-saison et même de la transformation artisanale de leurs productions. Il existe plusieurs types de comptes : 1) les comptes d'épargne à vue qui fonctionnent comme des comptes chèque (sans le chéquier) à la banque. L'épargnant peut ainsi retirer de l'argent de son compte tous les jours qu'il veut, 2) les comptes de dépôt à terme qui sont rémunérés et 3) le dépôt qui vient en garantie des prêts et qui doit représenter 20% du crédit accordé. Ce type de dépôt est rémunéré tout comme le dépôt à terme.

Working Document

3.10 Services commercialisation

3.10.1 Plateforme Nationale du Commerce Equitable du Burkina (PNCEB)

La Plateforme Nationale du Commerce Equitable du Burkina Faso (PNCE-B) est une organisation faitière nationale de référence pour les organisations de producteurs et de productrices certifiées commerce équitable au Burkina Faso. Elle a été créée en 2010 et compte de nos jours 22 organisations membres avec plus de 35 000 personnes réparties sur toute l'étendue du territoire national intervenant dans l'agro-alimentaire (Yaourt bio, mangue séchée, miel naturel, l'artisanat, le cosmétique et le textile). Elle a pour missions de : 1) faire la promotion au Burkina Faso des valeurs du commerce équitable, ainsi que de ses produits ; 2) développer le commerce équitable au Burkina Faso, en établissant des partenariats au niveau national et international, et mettre en relation les différents acteurs du commerce équitable du Burkina Faso ; 3) promouvoir une reconnaissance politique du commerce équitable à l'échelle nationale, et représenter les coopératives burkinabés en Afrique de l'Ouest, à travers des actions de plaidoyer ; 4) proposer des formations à destination de ses membres, sur les principes de labellisation et de normalisation, ou du fonctionnement coopératif, mais aussi des formations concernant la gestion et la gouvernance des coopératives ; et 5) promouvoir le développement d'un commerce équitable Sud-Sud.

Dans son plan d'action 2020-2022, la PNCE-BF soutenue par le programme EQUITE a œuvré au renforcement des capacités des coopératives membres en matière de gouvernance et de conduite d'actions de plaidoyer. Les membres de la plateforme ont bénéficié de formations sur l'acte uniforme OHADA, l'intégration des approches « genre », les différents standards de certification, ainsi que des préparations aux audits AB et commerce équitable. Des formations et séminaires internes ont été également mis en place au sein de la PNCE-BF pour promouvoir l'agroécologie afin que les coopératives membres diminuent l'impact de leurs activités sur l'environnement et renforcent leur résilience aux effets des changements climatiques. Elle a également permis de renforcer l'accès au marché des coopératives membres de la PNCE-BF à travers l'organisation des journées promotionnelles de commerce équitable, ce qui représente une opportunité pour les coopératives de présenter leurs produits biologiques et équitables à un public diversifié et d'organiser des rencontres B to B entre les OP membres et de potentiels acheteurs. Elle a en outre permis de créer un cadre de concertation entre les différents acteurs afin d'étendre les partenariats aux potentiels partenaires financiers et techniques.

3.10.2 Société Toussiana Karité Cosmétiques et Comestibles (SOTOKACC)

Depuis sa création en 2004, la SOTOKACC est portée par une équipe particulièrement motivée par le projet de l'entreprise. Principalement féminine, l'équipe a su passer d'un atelier manuel à une unité semi-industrielle tout en conservant les compétences et capacités essentielles à son savoir-faire ancestral. Au fur et à mesure des besoins nous renforçons son socle humain en ressources plus techniques telles que sur les aspects de gestion, comptabilité, filière. Le siège social de la SOTOKACC est situé au centre de la commune de Toussiana à une cinquantaine de kilomètres de Bobo-Dioulasso. Elle dispose de bureaux, d'un atelier d'extraction et d'espaces de stockage pour la matière première et les produits finis.

SOTOKACC propose 3 qualités de beurre de karité issues de la filière biologique et équitable :

Working Document

Le Beurre de Karité brut "Premium" bio-équitable est extrait à partir d'une sélection des meilleures amandes de karités sauvages : *"Collectées dans les savanes forestières du Burkina Faso, territoires des éléphants d'Afrique et des singes rouges ces amandes offrent un concentré de nature"*. Pour ce beurre, SOTOKACC a développé un process d'extraction exclusif qui garantit la préservation de tous les actifs végétaux contenus dans les amandes de karité. Ce beurre est particulièrement neutre sur le plan olfactif et chimique. Il a vocation d'être incorporé dans les plus exigeants des cosmétiques naturels à base de Karité. Le Beurre de Karité brut "Classique" bio-équitable est inspiré de l'expérience acquise pour le beurre "Premium". Les amandes de karité à l'origine de ce beurre proviennent de réseaux de collectrices et producteurs bio-équitable réunis en coopératives. Sous leurs karités, ces cultivateurs (-trices) produisent en agroforesterie d'autres cultures biologiques de coton, de sésame ou d'hibiscus. Cette dernière culture est produite principalement sur la ferme-pilote agroécologique de Toussiana, où les fleurs d'Hibiscus reçoivent les meilleurs traitements que ce soit pour sa culture, sa récolte et sa préparation avant commercialisation.

La SOTOKACC est engagée depuis sa création dans une démarche sociale et environnementale. En l'absence de certification reconnue nationalement au Burkina Faso, l'entreprise a voulu valoriser cet esprit en 2007 en se rapprochant des standards internationaux comme la réglementation européenne sur l'agriculture biologique. Ainsi, aujourd'hui tous les produits sont certifiés biologiques et équitables par ECOCERT. La SOTOKACC est aussi vegan friendly, aucune de ces activités n'implique d'utiliser des produits carnés, de plus elle est attentive aux questions de maltraitance animale avec ses partenaires.

4 Discussion

4.1 Quels sont les besoins des acteurs de la filière lait bien couverts par les initiatives locales pour la transition agroécologiques ?

Au Burkina Faso en général et à Bobo-Dioulasso en particulier, la chaîne de valeur lait local est en pleine structuration avec plusieurs organisations professionnelles qui travaillent sur la promotion de la valorisation du lait produit localement comme : 1) l'interprofession lait du Burkina Faso (IPROLAIT/BF, active depuis 2001, 2) de nombreuses coopératives de producteurs (telle que COPROLAIT ou Coopérative des Producteurs de Lait créée en 2003 par un groupe de 20 fermiers privés de la région de Ouagadougou) ; 3) l'Union Nationale des Mini laiteries et Producteurs de Lait (UMPL/B ; créée 2007) et qui regroupe à ce jour une bonne quarantaine de mini-laiteries et qui est à l'origine de la création de la marque label FairFaso destinée à défendre les produits laitiers locaux faits à base de lait local. Depuis une dizaine d'années, l'Etat et ses partenaires soutiennent l'installation de Centres de Collecte de Lait (CCLs) à la périphérie des grandes villes pour accroître le rayon de collecte, et pour assurer un approvisionnement en lait des unités de transformations plus régulier en volume et en qualité. GANDI et al. (2022) ont recensé 32 CCL dans huit provinces à savoir : Ouagadougou (Kadiogo, 4 CCL), de Bobo-Dioulasso (Houet, 8 CCL), Ouahigouya (Yatenga, 1 CCL), Dori (Seno, 1 CCL), Banfora (Comoé, 7 CCL), Djibo (Soum, 1 CCL), Fada (Gourma, 8 CCL) et Kaya (Sanmatenga, 2 CCL). L'activité de collecte de ces centres est en progression constante, mais nécessite encore beaucoup d'accompagnement et de soutien pour qu'ils parviennent à remplir parfaitement leur rôle et à bien s'insérer dans le système de collecte du lait. A Bobo-Dioulasso, les acteurs de la filière lait local (producteurs, collecteurs, transformateurs) ont créé une Plateforme

Working Document

d'Innovation Lait (PIL) en 2020, qui regroupe tous les acteurs locaux de la filière pour assurer un développement intégré et durable de la filière lait local.

Aujourd'hui les acteurs de la chaîne de valeur lait sont bien conscients que les modes de production, de collecte et de valorisation du lait local doivent être transformés et améliorés pour répondre à la demande de manière durable. Dans le cadre du projet « Initiative Agroécologie », nous avons fait l'hypothèse que pour être durable, cette transformation doit répondre aux éléments majeurs de l'agroécologie, en particulier sur le plan économique (garantir un revenu décent aux acteurs, moyennant une charge de travail acceptable et un travail épanouissant, donnant de la valeur à la production locale), sur le plan environnemental (exploitation durable des ressources des écosystèmes, recyclage des co-produits, bio-diversification des ressources alimentaires, baisse des intensités des émissions de GES...), et sur le plan social (inclusion des femmes et des jeunes dans la filière lait, limitation des conflits et compétitions pour l'accès aux ressources alimentaires des animaux...).

Plusieurs organismes, les services publics, les collectivités locales, les organisations professionnelles, les instituts de recherche et l'université, les structures de formations professionnelles, les ONGs, les bureaux d'étude, les entreprises privées d'agrofouritures, les services financiers et des initiatives en agroécologie se sont donnés pour mission d'accompagner à leur façon les acteurs du monde agricole dans l'accroissement de la production et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Ces initiatives ne sont pas toutes spécifiques aux acteurs de la filière lait, elles sont souvent orientées vers une ou plusieurs catégories d'acteurs à la fois avec des niveaux d'intervention variables.

Les agropasteurs et les autres acteurs de la filière laitière bénéficient souvent des ateliers de renforcement de capacité ou de formation dans divers domaines. Les packages de formation prennent aussi bien en compte les innovations techniques qu'organisationnelles. Certaines initiatives accompagnent les acteurs pour faciliter leurs accès aux ressources et intrants tels que les semences adaptées, les engrais organiques, les biopesticides, etc., favorisant ainsi une approche plus durable de la production laitière. La mise en place des CCLs grâce à une initiative gouvernementale facilite un accès aux marchés pour les producteurs de lait et un accès à la matière première par les unités de transformation. Il existe également des appuis ponctuels sur projets pour les transformateurs comme la fourniture d'équipements de transformation permettant une meilleure diversification des produits laitiers. Certaines initiatives soutiennent et accompagnent techniquement les acteurs de la filière lait notamment les producteurs à travers des appui conseils, des visites sur le terrain, des démonstrations de pratiques agroécologiques, etc. Différents acteurs de la filière lait sont également accompagnés ou sensibilisés à la création et au renforcement des réseaux et des collaborations entre eux. Ces réseaux ou plateformes impliquent tous les acteurs la chaîne des valeurs y compris les agropasteurs, les transformateurs, les distributeurs, les consommateurs, les chercheurs, les organisations de la société civile, etc. Ces collaborations favorisent l'échange de connaissances, de ressources et d'expériences, et renforcer ainsi la résilience de la filière.

4.2 Quels sont les besoins des acteurs de la filière lait qui ne sont pas couverts par les initiatives locales pour la transition agroécologiques ?

Les acteurs de la filière lait font face à de multiples contraintes telles que la concurrence de la poudre de lait importée, l'inaccessibilité au financement et aux équipements modernes de stockage et de

Working Document

transformation, l'insuffisance de la démarche qualité, la santé animale, etc. Les initiatives locales en agroécologie couvrent rarement tous les besoins des acteurs de la filière lait.

De l'avis des acteurs, la filière lait local souffre de plusieurs maux, plus ou moins structurels. La concurrence déloyale du lait importé (en poudre, concentré, etc.) semble être le principal frein au développement de la filière lait local. Au-delà de la santé animale qui est un défi majeur pour les éleveurs, l'alimentation des vaches est une préoccupation quotidienne et persistante au regard de l'augmentation des prix des intrants alimentaires et de la dégradation constante des pâturages naturels. Pour accompagner les éleveurs dans la couverture des besoins alimentaires des vaches, le MRAH a négocié avec la SN Citec pour un achat direct des tourteaux par les éleveurs. Un palliatif qui semble grippé, puisque la société conditionne la vente de ses tourteaux à un enlèvement d'huile. Parmi ces défis l'accès aux financements n'est pas le moindre. Lorsque les éleveurs laitiers s'adressent aux institutions financières pour des prêts, ce sont des crédits d'un ou deux ans qui leur sont proposés alors qu'une ferme laitière nécessite un investissement continu d'au moins cinq ans pour commencer à être rentable.

Un autre défi concerne l'accès aux technologies de production et de transformation. Les technologies de productions (botteleuse, ensileuse, trayeuse, etc.), et de transformation (pasteurisateur, conditionneuse) ne sont pas à la portée de tous. Ces technologies ont le triple inconvénient d'être excessivement chères, surtaxées et indisponibles sur le marché national.

La pression foncière rend également indisponible l'espace nécessaire à la production laitière. Avec les sociétés immobilières, il est de plus en plus difficile de faire de l'élevage laitier dans les zones périurbaines. De même, la stratégie consistant en saison sèche à envoyer le gros du troupeau en transhumance et garder sur place une petite partie, facile à alimenter, pour la production laitière ne prospère plus à cause des contraintes de mobilité des animaux dans les espaces habituels de transhumances, ce qui entraîne le confinement des troupeaux dans des espaces restreints où il manque de fourrages.

Les indicateurs ne sont pas aussi tous au vert sur le plan de la ressource humaine en appui au secteur de l'élevage laitier en particulier. Pour certaines pathologies et en matière génétique, il est indispensable d'avoir des spécialistes. Pourtant, le recrutement des docteurs vétérinaires et des ingénieurs d'élevage ne suit pas la demande sur le terrain. A cela s'ajoute le manque de main d'œuvre pour la conduite des animaux du fait de l'orpaillage.

5 Conclusion

Au Burkina Faso, diverses actions en agroécologie sont portées par les services publics, les collectivités locales, les organisations professionnelles, les instituts de recherche et universités, les structures de formations professionnelles, les ONGs, les bureaux d'étude, les entreprises privées d'agrofouritures, les services financiers et des initiatives en agroécologie. Ces initiatives visent à accompagner les acteurs du monde agricole dans l'accroissement de la production et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Ces initiatives prennent en compte les aspects de renforcement de capacités, d'appui technique et financier, d'appui en équipement, etc. Toutefois elles ne sont pas toutes spécifiques, ni même adaptées aux besoins des acteurs de la filière lait, car elles sont souvent orientées vers une ou plusieurs catégories d'acteurs à la fois avec des niveaux d'intervention variables. Malgré la diversité des interventions, les besoins et les

Working Document

attentes des acteurs de la filière lait sont rarement tous couverts par les initiatives locales en agroécologie. Pour prendre en compte les besoins et les attentes des acteurs, l'approche Living Landscape agroécologique pourrait être une porte d'entrée qui permettrait à un ensemble diversifié d'acteurs (p. ex. producteurs, collecteurs, transformateurs, consommateurs et les institutions d'appui et de recherche) qui font partie des systèmes alimentaires et des paysages territoriaux d'échanger leurs points de vue et leurs connaissances, et de co-développer et d'adapter divers types d'innovations agroécologiques.

6 Références bibliographiques

- Gandi T, Kaboré K, Broutin C, Lagandré D, Coulibaly I, 2022. Caractérisation et géolocalisation des centres de collecte et des unités de transformation de lait local dans huit provinces du Burkina Faso, Note de synthèse GO-IN N°4. 6 pages.
- Sib O., Vall E., Tionyéfé F., Kouakou P., Sanogo S., et E. Sodrè, 2023. Cartographie des acteurs du « Living Landscape Agroécologie » au Burkina Faso (Version provisoire en français). Document de travail, Initiative Agroécologie, CGIAR, WP1, Working Document, Bobo-Dioulasso, 32 p.

Working Document

7 Annexes

Annexe 1. Inventaire des acteurs impliqués dans la transition agroécologique

Type d'institutions	Nom de l'institution (acronyme)	Contacts
Service public	Direction Provinciale des ressources animales et halieutiques (DPRAH)	
Service public	Direction régionale de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques (DRARAH)	
Service public	Direction régionale des Service d'Hygiène	
Service média et presse	Droit Libre TV - Le WEB TV 100 % Droits humains - Tout voir, tout entendre, tout dire, sans peur !	Tel : (+226) 25 40 76 16 ; Email : droitlibre.tv@gmail.com
Service financier	Caisse Populaire Bobo-Dioulasso	
Service financier	Express Bank	
Service financier	Microfinance plus	
Service commercialisation	Agri Growth Management (AGM)	Tel : +226 20971525 ; Fax: +226 70675787 ; Email: info@agrigrwth-bf.com
Service commercialisation	Plateforme Nationale du Commerce Equitable du Burkina (PNCEB) - Membre fondateur du CNABio	Tél : 70 23 84 86 ; Email : pnce.burkinafaso@gmail.com
Service commercialisation	Société Toussiana Karité Cosmétiques et Comestibles (SOTOKACC ; Toussiana)	Antoine MARITON ; Tél : 71-42-77-44) ; Email : toussiana.karite@yahoo.fr
Recherche et enseignement	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)	
Recherche et enseignement	Centre International de Recherche et Développement de l'Elevage en zone Soudanienne (CIRDES)	
Recherche et enseignement	Centre Muraz	
Recherche et enseignement	Ecole Nationale de Formation Agricole de Matourkou (ENAF)	
Recherche et enseignement	Institut de Développement Rural (IDR)	
Recherche et enseignement	Institut de l'Environnement et de la Recherche Agricole (INERA)	
Recherche et enseignement	Institut de Recherche des Acienes Appliquées et Technologies (IRSAT)	
Recherche et enseignement	Université Nazi Boni (UNB)	
Organisation professionnelle	Chambre régionale de l'agriculture (CRA)	
Organisation professionnelle	Association des vendeurs d'herbes fauchées (AVHF)	
Organisation professionnelle	COASP-Burkina (Comité Ouest-Africain des Semences Paysannes)	
Organisation professionnelle	Fédération des éleveurs du Burkina (FEB)	
Organisation professionnelle	Fédération Nationale des Organisations Paysannes (FENOP)	Sanou ISSOUF ; Tél 76-60-90-52 ; Tél : 25-38-26-29 ; Email : sissoufou1@yahoo.fr
Organisation professionnelle	Interprofession Lait (IPROLAIT)	
Organisation professionnelle	Plate-Forme d'Actions à la Sécurisation des Ménages Pastoraux (PASMEP) - Membre fondateur CNABio	Malik SAWADOGO Malick ; Tél : 25 35 35 21 ; Email : pasmep@gmail.com
Organisation professionnelle	RECOPA	

Working Document

Organisation professionnelle	ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest) - Membre fondateur du CNABio	
Organisation professionnelle	Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso (UNPCB) - Membre du CNABio	Moussa SINI ; Tél : 76-59-62-60 ; Tél : 20-98-31-68 ; Email : moussasini@yahoo.fr ; Armel KAMBOU ; Tél : 77 66 61 61 ; Email : armelkambou8@yahoo.fr
ONG	Autre Terre asbl. (ONG Belge) - Membre fondateur du CNABio)	
ONG	BIOPROTECT BF - Membre fondateur du CNABio	Arsène SAVADOGO ; Tél: 70-22-48-41 ; Tél: 40-77-06-70 ; Email : bioprotect.b@gmail.com
ONG	Broederlijk Delen (BD) (ONG Belge) - Membre fondateur du CNABio	Arianne IDZENGA ; Tél : 25 37 68 75 ; Tél : 78 16 50 50 ; Tél : 72 47 00 06 ; Email : arianneidzenga@gmail.com
ONG	Burkinature - Membre fondateur du CNABio	Camille BULLET ; Tél : 25 34 07 62 ; Email : burkinature@gmail.com
ONG	DIOBASS-BF	Djibrillou KOURA ; Tél : 25 36 03 62 ; Email : djibril_koura@yahoo.fr
ONG	GIZ Prosol	
ONG	Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques (GRET)	Tél : 25 36 10 65 ; Tél : 25 30 48 73) ; Email : burkina@gret.org
ONG	HELVETAS (ONG Suisse)	Darius TIOMBIANO ; Tél: 70-10-74-40 ; Tél: 25-36-37-73 ; Email : darius.tiombiano@helvetas.org ; email : burkinafaso@helvetas.org
ONG	Iles de Paix-Burkina (ONG belge) - Membre fondateur CNABio	
ONG	OXFAM-Belgique au Burkina faso	Omer KABORE (directeur de Oxfam Burkina) ; Tél : 25 36 20 68
ONG	Secrétariat Permanent des ONG (SPONG)	Roukiattou OUEDRAOGO ; Tél: 25 47 35 66 ; Email : spong.ouaga@yahoo.fr
ONG	SNV	
ONG	SOLIDAGRO (ONG belge)	Sarah GOYENS ; Tél : 68 43 13 88 ; Email : sarah.goyens@solidagro.be
ONG	SOS Faim-Burkina (ONG belge)	
Initiative en agroécologie	Association Centre Ecologique Albert Schweitzer du Burkina Faso (CEAS Burkina)	Tel: 25 34 30 08 ; Email: ceasburkina@fasonet.bf
Initiative en agroécologie	Association pour la Recherche et la Formation en Agroécologie (ARFA)	
Initiative en agroécologie	CCAE (Collectif Citoyen pour l'AgroEcologie)	
Initiative en agroécologie	Centre Agro Ecologique et d'Innovation du Houet (CAEI)	
Initiative en agroécologie	Conseil National de l'Agriculture Biologique (CNABio)	
Initiative en agroécologie	Ferme Agro Ecologique Guiriko (Karankasso-Vigué – Bobo Dioulasso)	Tavi Yvonne OUATTARA ; Tél: 74-63-12-82 ; Email : taviandrinette@hotmail.com
Formation des professionnels	Institut Africain pour le Développement Economique et Social (INADES-Formation/BF, Ouagadougou)	Aline ZONGO (directrice du bureau national); Tel: 25 24 28 29 ; Tel: 25 34 03 41 ; Email: aline.zongo@inadesfo.net
Entreprise agrofourriture	Entreprise Kaboré	
Entreprise agrofourriture	NAFASO	
Entreprise agrofourriture	SN-CITEC	
Entreprise agrofourriture	Société Coopérative des Distributeurs d'Intrants Biologiques, Ecologiques et de Matériels Agricoles Adaptés (SCO / DIBEMAA)	
Entreprise agrofourriture	SOGEA Faso	
Collectivité locale	Conseil Régional des Hauts Bassins	
Collectivité locale	Mairie de Bobo-Dioulasso	

Working Document

Bureau d'étude	AgroDev Consulting	Adresse: BP 2103 Bobo Dioulasso. Secteur n°5, Rue 5.41 Villa Rokiatou Porte n°653 ; Tel: +226 20 97 03 70, Tel: +226 64 31 68 37 ; Email : adsiburkina@gmail.com
Bureau d'étude	Bureau d'Etude et d'Appui Conseil en Agroécologie (BEACA)	
Bureau d'étude	Sama Bioconsult	Marc OLIVIER ; Tel: 76-60-97-80 ; Email : oliviersama@yahoo.fr